

Rouge

SIDA:

Quand la maladie
devient
spectacle

P 8-9

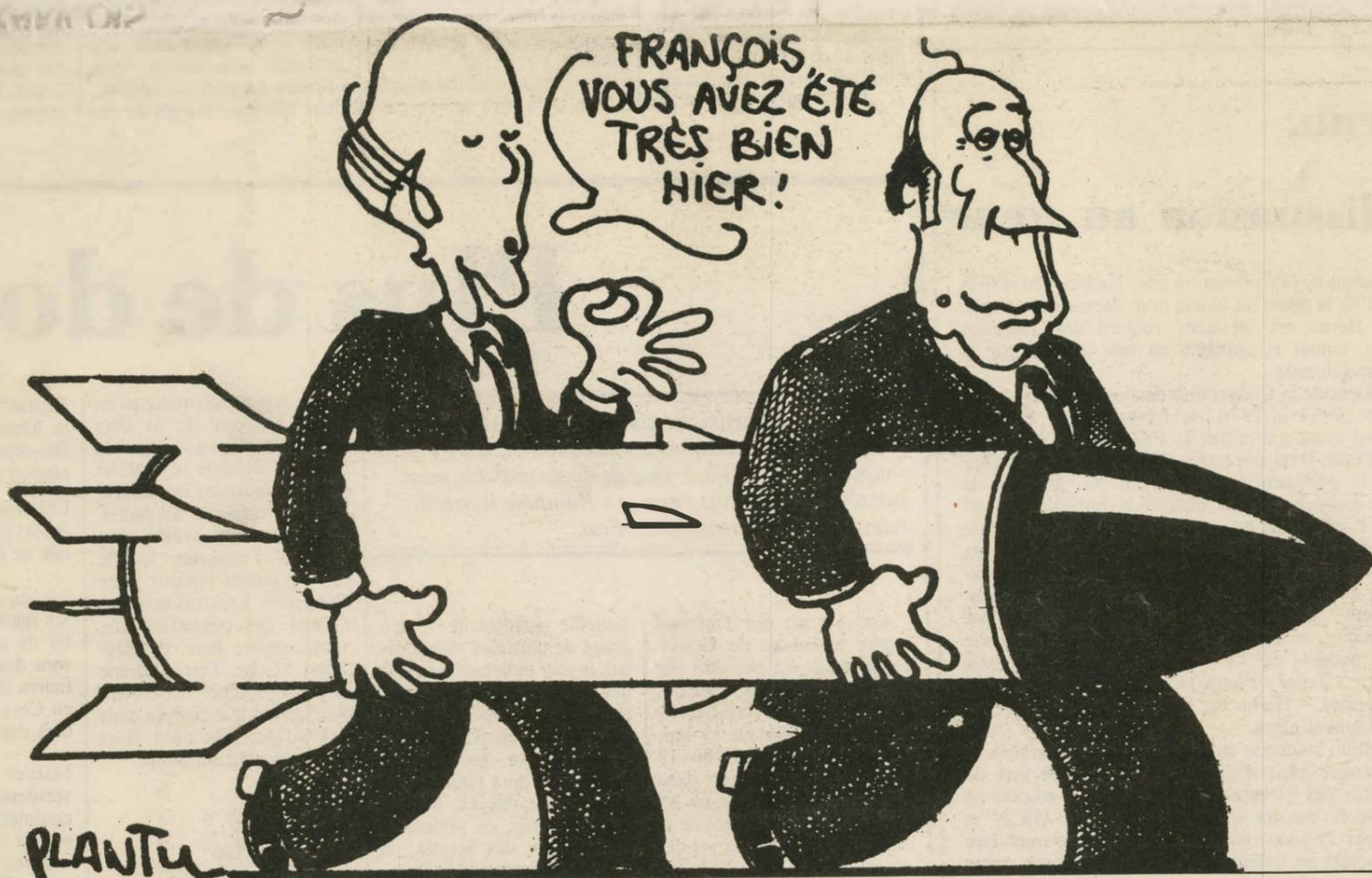
M 1578N° 1176 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 19 au 25 Sept.85

L'affaire Greenpeace

Le coup tordu permanent



**Meurtre et mensonges
pour leur Bombe**

Ils ont tué pour leur

L'affaire Greenpeace s'avère une bombe à retardement. Les révélations convergentes du « Monde » et du « Canard enchaîné » viennent confirmer l'implication directe des plus hauts personnages de l'Etat dans le crime d'Auckland. La gauche gouvernementale subit ici toutes les conséquences de sa gestion loyale des intérêts de l'impérialisme français. Car celle-ci suppose le recours au terrorisme d'Etat.

Que reste-t-il du rapport Tricot à propos du sabotage du *Rainbow Warrior*? Rien ou presque. L'ancien secrétaire général de l'Elysée sous de Gaulle avait tenté de blanchir les services secrets, la hiérarchie militaire et le pouvoir politique. La belle certitude de ce croisé de la raison d'Etat vient de s'effondrer comme un château de cartes, à la suite des révélations convergentes du *Monde* et du *Canard enchaîné*.

Se fondant sur diverses indiscretions, les deux journaux établissent que le navire de Greenpeace a bien été coulé par des agents de la Direction

générale de la sécurité extérieure (DGSE). Ils lèvent, en particulier, les dernières incertitudes sur le déroulement précis de l'affaire : c'est une troisième équipe, composée de deux nageurs de combat de la Division action, agissant en liaison avec l'équipage de l'*Ouvéa* et les faux époux Turenge, qui aurait miné la coque du bâtiment des écologistes (voir ci-dessous).

Confirmation

Comme nous l'écrivions déjà dans notre livraison du 29 août, le rapport Tricot ne



parvenait pas tout à fait à brouiller les pistes. Les enquêtes journalistiques confirment de ce point de vue l'implication directe du pouvoir et de la haute hiérarchie

militaire dans un acte que François Mitterrand qualifiait récemment de « criminel et absurde ».

1. C'est une véritable opération de guerre qui se des-

sine progressivement sous nos yeux. Sont en effet impliqués deux spécialistes des explosifs sous-marins, trois officiers nageurs de combat, deux officiers chargés de dé-

tourner l'attention des autorités néo-zélandaises, une « taupe » infiltrée au sein du Greenpeace. En outre, il s'avère que l'ensemble du dispositif a été supervisé en personne par le commandant Louis-Pierre Dillais, le patron du Centre d'instruction des nageurs de combat (CINC) d'Aspretto, en Corse. Voilà qui ruine les tentatives — déjà peu crédibles — d'incriminer l'acte malveillant d'un réseau parallèle ou d'un service rival. A moins de considérer que ces derniers auraient pu disposer, au sein même de la DGSE, d'une infrastructure, de compétences et de moyens considérables.

2. Une organisation aussi importante nécessite donc des ordres de bataille, du matériel et de l'argent. Tout cela ne peut avoir été débloqué qu'en très haut lieu. Le *Monde* du 18 septembre met en cause trois des plus hauts personnages de l'Etat : le général Jannou Lacaze, ex-chef d'état-major général des armées, le général Saulnier, ancien chef d'état-major particulier du président de la République et Charles Hernu. Le rôle ambigu des deux derniers ressortait d'ailleurs des conclusions de Bernard Tricot. Reste à expliquer les raisons d'un tel acte terroriste

Hernu,

la dissuasion au cœur

Président de la Convention pour l'armée nouvelle et directeur de la revue du même nom depuis des années, Charles Hernu est un vieux routard des questions militaires, connu et apprécié en tant que tel par la hiérarchie galonnée.

Président de la Convention des institutions républicaines de 1964 à 1970 (la formation de François Mitterrand avant son entrée au PS), c'est un intime du chef de l'Etat. Il œuvrera avec acharnement à la définition de la politique de défense du PS, intégrera la politique gaullienne de la dissuasion nucléaire, et, en août 1981, jettera aux oubliettes la promesse de ramener le service militaire à six mois tout comme les droits d'expression des soldats, alors que les pouvoirs exorbitants de la Sécurité militaire, eux, resteront intacts. Conséquent, sa dernière bataille s'est terminée par l'augmentation de la part réservée aux militaires dans le prochain budget : de 3,7 à 5,5 %. Certains « mauvais esprits » (le *Canard enchaîné*) soulignent au passage que les gendarmes — Hernu est fils de pandore — ont été particulièrement gâtés.

L'attention soutenue qu'accorde Charles Hernu à ce corps d'armée avait d'ailleurs été remarquée lors de l'affaire dite des « Irlandais de Vincennes », montée de toutes pièces par les super-gendarmes du GIGN et couvert par l'Elysée. Aucune charge ne pouvant être retenue contre les inculpés, ceux-ci furent libérés après plusieurs mois de détention, sans que les gendarmes impliqués dans ce coup tordu ne soient inquiétés.

Avec l'affaire Greenpeace, notre zélé défenseur de la raison d'Etat a pu franchir un nouveau pas. Remarquons au passage qu'une journaliste du *Figaro-Magazine*, auteur d'un récent livre-fiction sur l'après-1986, ne maintient qu'un socialiste dans la liste du gouvernement de cohabitation qui serait mis en place par Jacques Chirac : Charles Hernu. On n'a que les compliments que l'on mérite. Il est vrai que la droite spécialiste des coups fourrés n'aurait aucune crainte à avoir quant au respect du dit ministre de la loi du silence, des servitudes et grandeurs des bâtiments militaires, ou de ceux de la DGSE.

Michel Morel

Plus de doute

Les démentis évasifs, les silences coupables du gouvernement ont depuis le début alimenté les soupçons. Aujourd'hui, plus de doute possible pour personne : l'attentat contre le « Rainbow Warrior » relève bien du terrorisme d'Etat.

En révélant que l'attentat contre le bateau de Greenpeace aurait été perpétré par une autre équipe que celle des Turenge et de l'*Ouvéa*, le *Canard enchaîné* du 11 septembre et le *Monde* du 18 lancent un énorme pavé dans la mare. Ils apportent un argument supplémentaire à la thèse que nous avançons dès notre numéro du 22 août, celle du terrorisme d'Etat. Pour comprendre l'ampleur des dégâts que ces nouvelles révélations risquent de faire dans l'appareil d'Etat, il convient de reprendre le déroulement de l'affaire.

Le 10 juillet, le *Rainbow Warrior* est envoyé par le fond dans le port d'Auckland. Un membre de l'équipage, un photographe portugais, militant du mouvement pacifiste depuis plusieurs années, est tué.

La police néo-zélandaise

recueille aussitôt le témoignage de plusieurs personnes qui, le jour même, et non loin des lieux de l'attentat, ont assisté à un curieux manège : des individus transbordant du matériel d'un zodiac dans une voiture dont l'immatriculation a été relevée. Renseignements pris, ce véhicule a été loué par des Suisses, un couple qui prétendait s'appeler Turenge.

Le 12 juillet, les enquêteurs cueillent ces suspects au moment où ils viennent rendre leur voiture à la société de location. Ils les relâchent cependant pour les arrêter à nouveau le 17, la preuve ayant été, entre temps, établie qu'ils étaient porteurs de faux papiers d'identité. Les « faux » Turenge sont écroués le 22.

Parallèlement, les Néo-Zélandais portent leurs soupçons sur l'*Ouvéa*. Ce bateau,

repéré à plusieurs reprises en divers endroits de la côte septentrionale, a quitté la Nouvelle-Zélande le 9 juillet pour rejoindre les îles australiennes Norfolk le 13 juillet. C'est là que la police rend visite à l'équipage qu'elle laisse pourtant repartir faute de preuves. Les trois hommes à bord qui répondent aux noms, encore faux, de Raymond Velche, Eric Audrenc et Jean-Michel Berthelo poursuivent leur périple dans le Pacifique. On perd alors leur trace pour un temps.

Un rapport sans surprise

Malgré tous ces éléments révélés au compte-gouttes par la presse entre fin juillet et début août, le pouvoir ne semble pas s'inquiéter. Pourtant, aujourd'hui on a l'assurance que dès le 17 juillet, le ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, sait que deux agents français viennent de se faire pincer en Nouvelle-Zélande et qu'il en avertit aussitôt le chef d'Etat.

Or, François Mitterrand attend jusqu'au 8 août pour charger le haut fonctionnaire

Bernard Tricot de faire toute la lumière sur cette affaire. Dix-sept jours plus tard, le rapport tombe sans surprise.

Les Turenge sont bien des agents de la Direction générale de la sécurité extérieure.

L'équipage de l'*Ouvéa* aussi, ses membres font même partie de la Division action et sont des officiers et sous-officiers de la base d'Aspretto en Corse, le centre d'instruction des nageurs de combat.

Mais en aucun cas, ces fidèles serviteurs de l'Etat n'ont pu commettre un attentat. Ils étaient seulement chargés de « surveiller » Greenpeace et « d'anticiper » la campagne que celui-ci voulait mener comme chaque année, autour du Centre d'essais nucléaires français de Mururoa. « Anticiper », tel était le brillant et suspect résumé de l'ordre que la hiérarchie militaire avait donné à ses agents.

Après ce rapport, le gouvernement s'est senti fondé à faire circuler la thèse selon laquelle c'était un autre pays, un service secret étranger qui avait commis le crime. Le message passait mal, mais

GREENPEACE
Un Watergate socialiste ?

Bombe

contre une organisation pacifiste, agissant au grand jour. Sur ce point aussi, Bernard Tricot avait déjà levé un coin du voile, en indiquant : « L'annonce de la reprise des manifestations de Greenpeace irrita certainement un grand nombre de militaires et civils qui s'occupent, en France ou sur place, du Centre d'essais nucléaires du Pacifique. »

Ainsi s'éclaire l'ensemble du tableau. Ne supportant pas que l'on vienne troubler leurs expérimentations dans ce qu'ils considèrent comme leur chasse gardée, la haute hiérarchie militaire, et tout particulièrement la Direction du centre d'essais nucléaires (DIRCEN), ont multiplié les pressions sur le gouvernement. Fidèle à sa tradition, considérant les vœux des galonnés comme des ordres, celui-ci a cédé. Il a poussé jusqu'à son terme, c'est-à-dire jusqu'au terrorisme d'Etat, sa logique de capitulation devant les forces dominantes.

L'opération consensus en difficulté

3. Dès lors, de haut en bas, les responsables politiques et militaires n'ont cessé de mentir. Le Monde dégage certes la responsabilité du chef de l'Etat. L'innocence de celui-ci reste pourtant à prouver. Mais le ministre de l'In-



Charles Hernu, le général Lacaze et Pierre Marion (le prédécesseur de l'amiral Lacoste à la tête de la DGSE) en 1981 : une longue habitude de coopération

terieur, celui de la Défense, deux chefs d'état-major, deux amiraux (les patrons du DIRCEN et de la DGSE) ont

dissimulé les éléments en leur possession.

Voilà l'aboutissement sordide et criminel d'une logique. Engluée dans la gestion d'un appareil étatique dont les centres de décision n'ont pas changé après le 10 mai 1981, ayant voulu prouver son aptitude à défendre les intérêts « vitaux » de l'impérialisme français — à commencer par son plus beau fleuron, la force de dissuasion — l'équipe au pouvoir en subit à présent toutes les conséquences. Aux yeux des tra-

vailleurs, elle sortira de l'affaire Greenpeace, un peu plus discréditée.

La faillite de ce régime trouve son apothéose dans les marais d'Auckland. Ce qui engendre, dès à présent, un climat de règlement de comptes dans les allées du pouvoir. Nombre des indiscretions rendues publiques par le Monde paraissent provenir de certains cabinets ministériels. Hernu pourrait bien, à cet égard, être à son tour sacrifié à la raison d'Etat et faire les frais d'une politique qu'il n'a fait qu'exécuter, conformé-

L'engrenage de la trahison

Ils ont tous menti : telle est la seule conclusion qu'appellent les récentes révélations de la presse sur l'affaire Greenpeace.

Il a menti, cet ancien bras droit de De Gaulle qui, chargé de l'enquête administrative sur le sabotage du navire des écologistes, réussit le tour de force de blanchir pêle-mêle les services secrets, la hiérarchie militaire et le gouvernement.

Ils ont menti, ces généraux et amiraux qui ont patronné l'opération et envoyé en Nouvelle-Zélande trois équipes de la « Division action » de la DGSE, spécialisée dans les attentats et autres coups tordus.

Ils ont menti, ces ministres qui ont donné le feu vert au torpillage ou qui ont ensuite dissimulé les éléments en leur possession.

Les responsabilités du gouvernement français ne peuvent plus être dissimulées et il est clair que le ministre de la Défense a cautionné les initiatives des barbouzes français. Cela n'a rien d'étonnant.

Ce pouvoir a gouverné au seul bénéfice des patrons alors qu'il était l'élu des travailleurs. Il a renié, un à un, tous ses engagements. Comment dès lors qu'il se soumettait à la loi des possédants n'aurait-il pas poussé cette logique jusqu'au bout, acceptant toutes les implications de la « raison d'Etat » ?

La force de frappe constitue l'un des atouts majeurs de l'impérialisme français dans le jeu international. La zone du Pacifique-Sud est la chasse gardée indispensable à sa modernisation et à son renforcement continu. Aussi, la hiérarchie militaire ne pouvait-elle supporter la contestation pacifique de Greenpeace dans la région. Elle a exigé des gouvernants qu'ils « anticipent » et « contrecarrent » les initiatives des écologistes. Hernu a cédé, assumant jusque dans ses conséquences ultimes — c'est-à-dire jusqu'au terrorisme et à l'assassinat — sa capitulation. Et Mitterrand a couvert, se rendant à Mururoa pour y affirmer qu'il ne tolérerait pas que l'on porte atteinte aux « intérêts vitaux » de la France. C'est-à-dire à cette bombe qui coûte des milliards aux contribuables et concourt aux menaces de guerre qui pèsent sur la planète. Voilà comment ceux qui nous promettaient hier d'ouvrir de « nouveaux espaces de liberté » ont conduit leur action dans les mêmes eaux marécageuses que leurs prédécesseurs de droite.

Christian Picquet

possible

comme la police néo-zélandaise ne pouvait avancer aucune preuve de l'implication directe des Turenge ou des membres de l'Ouvéa, l'opinion ne s'inquiéta pas trop.

Pas vus, pas pris

C'est en ce point précis que les révélations des journalistes sont justement les plus explosives. Au terme de leur enquête, le bateau *Ouvéa* a seulement servi à apporter le matériel nécessaire à l'explosion. Les « faux Suisses » n'avaient d'autre fonction que de surveiller la réception de ce matériel et de faire diversion. Pendant ce temps, deux autres officiers nageurs de combat français posaient les mines et coulaient le *Rainbow Warrior* puis, leur mission remplie, reprenaient tranquillement l'avion pour Paris. Pas vus, pas pris.

Tricot, qui n'excluait pas le 25 août dernier qu'on ait pu le tromper, doit maintenant se rendre à l'évidence. La hiérarchie militaire lui a menti en affirmant qu'il n'y avait pas d'autres agents de la

DGSE sur le territoire de Nouvelle-Zélande au moment de l'attentat. Et comme ces agents habitués à la discipline ne peuvent avoir agi de leur propre initiative, la liste des têtes susceptibles de succomber au scandale est longue.

En premier, leurs supérieurs hiérarchiques immédiats, le colonel Lesquer, directeur de la Division action, et l'amiral Pierre Lacoste, patron de la DGSE. Ces deux officiers n'auraient pu non plus se lancer dans pareille aventure sans l'aval du chef d'état-major des armées de l'époque, Jannou Lacaze, et du ministre de la Défense, Charles Hernu, qui eux-mêmes ont suivi les conseils de l'amiral Henri Fages de la direction des Centres d'essais nucléaires. Mais l'entourage de Mitterrand est lui aussi visé, car le chef d'état-major particulier du président de la République, le général Saulnier, ne pouvait être à l'écart de la confiance. Reste à tous ces fonctionnaires, hauts responsables politiques, d'expliquer leur criminel silence.

Flora Chénétier

Les affaires de la Ve

Fort : La droite spécialiste des coups tordus et des secrets d'Etat réclame à hauts cris la vérité sur l'affaire Greenpeace !

La collection d'affaires du régime précédent, jamais éclaircies, bat pourtant tous les records. Rappelons quelques dates. Décembre 1976, assassinat du député Jean de Broglie, créateur avec Giscard d'Estaing et Marcellin de la Fédération des républicains indépendants. Mai 1978, assassinat d'Henri Curiel. Juillet 1978, premier attentat d'une longue liste visant des réfugiés espagnols et basques en France. Septembre 1979, assassinat de Pierre Goldman. On ne sait toujours pas qui a fait quoi, pour qui, et dans quel but,

dans ces histoires criminelles sur lesquelles planent, à des titres divers, l'ombre de la DST (Défense et surveillance du territoire) et du SDECE (l'ancêtre de la DGSE) sous le règne de Giscard. De même, on ignore toujours le fin mot de l'affaire des micros du *Canard enchaîné*, ou des diamants de Bokassa, l'ami de la famille Giscard, événements ordinaires du septennat sur lesquels le ministre socialiste Defferre passa l'éponge.

Et si l'affaire d'Auriol, enfin, a fait quelques remous lors du procès des membres du SAC (service d'ordre du RPR) et auteurs du massacre, certains de ses aspects sont restés dans l'ombre : les éventuelles relations de ce groupe avec le

ment à la ligne de l'Elysée.

Quelles que soient ses conséquences dans les prochains

SDECE, par exemple, qui, selon l'un des inculpés, daterait au moins de 1965 et l'assassinat de Ben Barka !

Un certain espoir était de mise après le 10 mai. Le changement permettrait peut-être — aussi ! — de faire la lumière sur ces dossiers étouffés. L'affaire Greenpeace est une preuve de plus que la loi du silence reste de mise quand il est question de terrorisme d'Etat. Et ce hier comme aujourd'hui ! Les auteurs des coups fourrés d'avant 1981 en profitent pour tirer sur ceux qui couvrent le dernier des coups tordus de l'appareil d'Etat de la Ve République qui vit le jour, ne l'oublions pas, grâce à un coup d'Etat, tout court cette fois.

Michel Morel

jours, ce nouveau rebondissement hypothèque les tentatives élyséennes d'aboutir à un consensus avec la droite, dans la perspective d'une victoire de celle-ci en 1986. C'est le « bénéfice » du voyage présidentiel à Mururoa qui s'évanouit. Non que les gouvernants d'hier ait la moindre critique à émettre sur un acte terroriste qui se situe, au fond, dans la plus pure tradition de la Ve République. Mais l'enlèvement des dirigeants socialistes dans un scandale qui prend des tournures de Watergate leur offre une occasion inespérée de renforcer leur position et de contester le droit de Mitterrand à se maintenir en place au cas où la gauche serait battue.

Devant ce marécage nauséabond, une seule conclusion s'impose : tant qu'existeront des officines telles que la DGSE, tant que la raison d'Etat supplantera le respect des plus élémentaires principes démocratiques, on ne peut espérer mettre un terme à la pratique des « coups tordus », des assassinats légaux et du mensonge érigé en pratique de gouvernement.

Christian Picquet

Préparer la troisième marche pour l'égalité

Le troisième anniversaire de la marche de l'égalité ne saurait être une simple commémoration. La situation politique exige davantage encore que les années passées qu'il soit l'occasion d'une immense démonstration de force des antiracistes affirmant dans l'unité l'égalité des droits.

Si, incontestablement les antiracistes ont relevé la tête sous l'impulsion des Beurs en 1983 et 1984, puis au travers du badge « Touche pas à mon pote » et de l'immense concert du 15 juin, les racistes n'ont pas désarmé pour autant et la montée de la xéno-

phobie avec toutes ses conséquences n'est encore passée aux poubelles de l'histoire, loin s'en faut.

Enfin, la question de l'égalité des droits, mot d'ordre symbole des marches précédentes, exigence au cœur de la lutte contre l'injustice de



La marche pour l'égalité, de décembre 1983

SECURITE SOCIALE

Une mesure intolérable

Dans les campagnes de la droite et de l'extrême droite, le déficit de la Sécurité sociale a toujours servi d'argument contre l'immigration bien que les travailleurs étrangers se soignent moins souvent et que le coût moyen d'une ordonnance soit moins élevé pour eux que pour les nationaux, sauf dans un seul domaine : les accidents du travail, où ils accomplissent les travaux les plus insalubres et les plus dangereux.

Depuis plusieurs semaines, une circulaire scandaleuse de la CNAM (Caisse nationale d'assurance maladie) commence à s'appliquer. Elle prévoit que lorsqu'un immigré dont la famille est restée dans le pays d'origine est au chômage, la famille perd tout droit à l'indemnisation au titre de l'assurance-maladie.

Les dispositions antérieures prévoyaient que les caisses françaises délivraient aux travailleurs une attestation dite « de droit des familles ». Avec cette attestation, les familles pouvaient bénéficier de la Sécurité sociale dans le pays d'origine, l'organisme français versant une compensation d'un

montant égal aux dépenses remboursées à ces familles. Cette mesure était déjà discriminatoire. Les immigrés paient en effet le même taux de cotisation ; leurs familles ne pouvaient cependant bénéficier des mêmes droits, les régimes de protection des pays d'origine étant en général moins favorables.

Par ailleurs, les caisses françaises arguaient de cette compensation pour interdire aux immigrés de faire venir leur famille en France pour se faire soigner. Cette circulaire aggrave de façon scandaleuse cette discrimination. Licencié par un patron, l'immigré se retrouvera sans travail et, au moment où il perd ses ressources, il devra en plus faire soigner à ses frais sa famille.

Le caractère « antibasé » de cette circulaire est d'autant plus inadmissible que la CNAM est composée majoritairement de représentants syndicaux, son président, Devlin, appartenant à FO. Voilà pourquoi il faut, dans l'unité, exiger du ministère des Affaires sociales de la CNAM son abrogation.

Jacques Carvel

cette société, n'a guère avancé dans les faits.

Le Front national est entré en campagne, couvrant les murs des villes de ses affiches anti-immigrés. On parle même d'une présentation du leader du Front national à Marseille où le « racisme ordinaire » crée la peur et l'insécurité depuis des années pour toute la communauté immigrée.

Le nouveau crime raciste d'Avignon illustre, une nouvelle fois, les conséquences meurtrières du fanatisme xénophobe. Un jeune Maghrébin assassiné en pleine rue quelques heures après un meeting de Le Pen dans la même ville. Amalgame ? Curieuse coïncidence en tout cas...

Le racisme tue, le racisme divise et face à cela, les antiracistes se sont retrouvés derrière la bannière de l'éga-

lité des droits. Pour une raison simple ; il y a un lien entre le succès des propos racistes et l'absence de tout droit dans laquelle sont légalement confinés les immigrés depuis des années.

Les immigrés de la deuxième ou de la troisième génération sont nés en France. C'est pourquoi ils ont été les premiers à affirmer la nécessité de l'égalité : l'égalité comme reconnaissance de leur droit à l'existence, à vivre à leur manière dans cette société à refuser le rejet dont ils sont victimes ; égalité aussi comme revendication concrète s'opposant au système actuel qui permet légalement de mettre une partie de la population du territoire en situation d'infériorité : interdiction d'accès à la fonction publique, réglementation du droit au séjour, interdiction du regroupement fami-

lial, expulsions comme peine d'accompagnement des délits mineurs, centres de rétention administratifs, etc.

Mais, avant tout, l'égalité des droits s'est concentrée autour du droit de vote et d'éligibilité pour les immigrés. Et pour cause ! Comment ne pas voir que cette promesse non tenue de la gauche a maintenu les immigrés dans l'état de citoyens qui ont des devoirs mais aucun des droits politiques correspondants ?

Pour toutes ces raisons, la marche de 85 doit permettre de franchir un pas à tous les niveaux. Pour être une véritable démonstration de force rassemblant dans une immense manifestation les immigrés, les Français et toute la jeunesse.

Pour être le résultat de la mobilisation unitaire de toutes les forces investies depuis

des années dans ce combat, à tous les échelons, dans tous les lieux.

Pour exiger massivement l'égalité des droits et interdire que se reproduise en 1986 le lamentable spectacle des municipales de 1983 où toutes les forces politiques firent assaut de démagogie anti-immigré.

Que chaque composante de ce vaste rassemblement ait par ailleurs son expression propre est un gage du pluralisme qui fait la richesse du combat antiraciste. Mais l'heure est plus que jamais à l'unité et à la mobilisation de toutes les énergies pour permettre la multiplication des forces qui se sont retrouvées dans la marche de 1983, dans Convergence 84 et dans le 15 juin de SOS Racisme.

Hélène Viken

Souscription législatives 86

2,5 MILLIONS DE FRANCS

OBJECTIF 86

Rassemblez une force à gauche de la gauche !
Contre la droite et l'austérité !

Pour des candidat(e)s de la gauche anticapitaliste en 1986

En 1986, la LCR veut concrétiser les batailles qu'elle a menées par une vaste campagne politique :

- contre la politique d'austérité du gouvernement ;
- contre les projets de revanche de la droite ;
- pour rassembler une force anticapitaliste dans la perspective d'un nouveau parti pour les travailleurs.

Deux millions et demi de francs — 250 millions de centimes —, voilà, d'après nos premières estimations, le coût de la campagne que nous devons et voulons mener en 1986 !

Envoyez vos chèques à l'ordre de la LCR, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

PCF

Le négatif de son ex-partenaire

Hier, le puissant PC de l'après-Mai 68 allait chercher un allié exsangue pour justifier que l'heure était à réaliser une étape démocratique, celle de la prise du pouvoir politique par l'Union de la gauche. Aujourd'hui, le PCF affaibli de l'après-10 mai n'a d'autre choix que d'être le négatif de son ex-partenaire, le PS. Hier, il donnait au PS moribond l'oxygène pour reprendre souffle. Aujourd'hui, il guette le rôle de crise du même PS pour se refaire une santé.

Le 13 octobre se tiendra la conférence nationale du PCF, qui adoptera ses propositions électorales pour le scrutin de 1986. Le 13 octobre, le hasard n'a rien à voir là-dedans, marquera également le dernier jour du congrès national du PS. En fait, l'obsession actuelle du PCF est simple. Il ne veut pas faire les frais de la nouvelle stratégie du PS, alors qu'il sort meurtri et affaibli de la précédente.

Pour le PCF, le congrès du PS est celui du dépassement de la stratégie d'Epinau dant de 1971. Le PS adoptait alors l'unité avec le PCF, comme l'axe d'une Union de la gauche destinée à le piéger, le marginaliser. Le PCF étant censé conférer le label populaire à cette union, en lui apportant les suffrages ouvriers. Puis, ayant servi de marche-pied électoral, il était rejeté à la marge par un PS devenu dominant. Le XXV^e Congrès de février 1985 fut l'occasion pour la direction du PCF de critiquer longuement son attitude unitaire, la perte de sa propre identité, au profit de la défense d'une union lourde d'illusions pour les travailleurs.

Feu sur l'alternance

Dorénavant, le PS a d'autres ambitions. Pour les *Cahiers du communisme* de juillet-août 1985, les thèses de Lionel Jospin sont autrement dangereuses. Le premier secrétaire du PS entend faire de son parti « le pôle de rassemblement des forces populaires », afin de se rapprocher « d'une situation qui est celle de la plupart des pays de l'Europe démocratique : la prépondérance à gauche d'un grand Parti socialiste ».

De ces citations des thèses majoritaires du PS, le PCF déduit que la perspective la plus redoutable, c'est la mise en place d'une alternance entre une droite libérale intelligente et une social-démocratie réaliste. Ce qui passe par la marginalisation durable du PCF.

Ce danger principal énoncé, le PC va dorénavant s'acharner à cogner de manière prioritaire et impérative sur les points faibles de cette politique. La cible, c'est « l'alternance ». Le rôle histo-

rique du PCF, c'est de l'empêcher.

Les propos de Georges Marchais, lors du traditionnel discours dominical de la fête de l'Humanité, confirment le but du PCF : « Il va y avoir en mars prochain un moyen d'empêcher cette coopération entre le PS et la droite, un moyen de se prononcer sur une autre politique, ce sera de voter massivement communiste. »

Cette « coopération » repose sur l'affirmation du secrétaire général du parti à la Courneuve : « D'ores et déjà, les conditions sont créées pour que le PS et la droite exercent, tout à tour ou ensemble, la direction des affaires du pays pour mettre en œuvre la même politique antipopulaire. »

Le PCF, analysant les thèses de Jospin, met en exergue ses failles. Il dénonce d'abord l'équilibre, difficile à trouver, entre « un compromis social qu'il nous faut proposer » et le besoin d'éviter « une détérioration des rapports avec le corps central du salariat ». Il en déduit que le point faible du PS, c'est l'impossibilité de se différencier de la politique de la droite, aux yeux des travailleurs. D'où l'acharnement affiché par Marchais lors de son discours à mettre un trait d'égalité entre le PS et la droite. Ils sont d'accord sur l'essentiel, dit-il, et c'est cela qui conduit « des électeurs qui votaient socialiste ou communiste à s'abstenir ». En effet, « la politique du gouvernement socialiste ne correspond pas à ce qu'ils attendaient ».

Donc, pour le PCF, « rassembler contre la droite avec l'espoir de la battre, c'est donc rassembler autour d'une autre politique différente (...) C'est à cela que les communistes vont consacrer toute leur campagne électorale ». Mais l'autre politique, avec qui la mener ? Marchais se pose à lui-même la question, à la fête de l'Humanité. L'ennemi étant l'alternance droite-PS, le PCF se doit de trouver une formule gouvernementale qui illustre la mise en application de l'autre politique qu'il propose.

Combattre l'alternance, c'est ouvrir à nouveau les perspectives d'une alliance avec le PS. Ce que fit Marchais le 15 septembre ! « Comme nous l'avons dit à notre congrès, nous sommes

disponibles pour coopérer, jusqu'au gouvernement, avec d'autres forces politiques, notamment le PS, dès lors qu'il s'agit d'avancer dans la solution des problèmes du pays. »

Cette porte, entrebâillée quelques secondes, va être refermée, et son axe contredit une phrase plus loin : « Bien sûr, nous sommes réalistes. Nous savons bien que, dans l'état actuel des choses, cet appel n'a aucune chance d'être entendu du PS, qui est embourbé jusqu'au cou dans sa politique de droite. »

Une démarche bancaire

Exclue l'union avec le PS pour une vraie politique de gauche, la perspective politique du PCF va tourner à vide sur elle-même. Le PCF se contente de proposer... de ne pas être marginalisé.

C'est-à-dire de rééquilibrer le

rapport de forces entre le PS et le PCF au sein d'une gauche qui, pour lui, n'existe pas.

Au gouvernement, explique Marchais, nous avons essayé que la politique reste ancrée à gauche. Peine perdue. En 1981, le PCF a été affaibli, le PS était dominant et majoritaire à lui seul. « Donner plus de poids au PC c'est donc le seul moyen efficace pour faire bouger les choses en faveur du mouvement populaire. »

Mais voilà, ce mouvement populaire qui hier, pour le PCF, avait le visage unique de l'Union de la gauche, a-t-il le visage des luttes ? Le secrétaire général n'en souffle mot. Le PCF, après avoir « tenté d'empêcher la dérive droite du PS au gouvernement », n'entend pas, hors du gouvernement, prendre le chemin de la mobilisation de masse.

Ni Union de la gauche rééqui-

librée par un PCF plus fort, ni mouvement des luttes pour imposer une autre politique. Quelle perspective alternative reste-t-il face à la stratégie du PS ?

Si le PS a quelque mal à différencier sa politique de celle de la droite, le PCF se contente de marquer ses différences avec le PS pour profiter de sa crise future.

Là réside bien le non-dit du PCF. Sa vraie mise politique de fond. Il veut sa revanche sur la stratégie d'Epinau. Pour lui, l'alternance est bien un danger, mais sa recherche est un bienfait. Il aura beau jeu de démontrer la responsabilité historique de la social-démocratie dans la mise en place éventuelle d'un tel système.

Replié sur une fonction dénonciatoire, parlant haut et fort des luttes ouvrières dont il ne retire que matière à fustiger le PS, il attend l'heure

d'après-mars 1986. L'échéance de 1986 n'est pour lui qu'une étape ennuyeuse, de transition vers ce qu'il attend, l'échec, la division, voire l'éclatement du PS. Le parti, dont le sort dépendait hier de l'Union de la gauche, pense aujourd'hui que son avenir dépend de la crise politique de son ex-partenaire. On comprend dès lors combien il est nécessaire que le PCF lance dans cette bataille toutes les forces de la CGT. La fonction en est claire : il s'agit de faire échec au « compromis social » dont pourrait se targuer le PS pour prôner l'alternance.

La politique du PCF, orpheline de l'Union de la gauche, s'appuie sur l'ombre de l'union de la droite avec le PS. Après avoir échoué dans sa tentative d'infléchir la politique du PS à gauche, le PCF continue de jouer le frein à main du PS. Triste sort.

Jean Lantier

Quatre questions sur le « produire français »

Le slogan du PCF, « Produire français », est-il un mot d'ordre correspondant aux intérêts des travailleurs ? Se poser cette question est légitime quand la CGT et le PCF en font l'axe permanent, plus ou moins mis en vedette, de leur manière d'aborder la crise et d'y répondre.

Quels débouchés ?

La crise actuelle est une crise de surproduction. Les patrons ont espéré produire sans limite, et ont fait bâtir pour cela des moyens sans précédent. Le marché s'est saturé, la baisse de la production industrielle ne cesse donc de s'accroître.

Le PCF donne pour toute réponse : « Il faut produire... » Mais pour produire, encore faut-il s'assurer des débouchés. La question n'est donc pas produire français, mais produire pour quels acheteurs ? La supercherie repose sur un slogan incomplet.

Deux réponses sont possibles : soit le PCF se transforme en expert en marketing ; il conseille certains produits. Il fait ainsi aujourd'hui pour l'automobile en recommandant la production de la X 45 pour Renault. Ou bien, deuxième voie : le PCF exige qu'on ajuste la production aux besoins des travailleurs. Ce qu'il ne fait pas.

Au moins il devrait récla-

mer une hausse considérable du pouvoir d'achat. C'est la fameuse relance par la consommation. Mais cet aspect est mis en sourdine. Normal, rappelons-nous : lorsque le gouvernement comprenait des ministres communistes, cette expérience a eu lieu. Le bilan ? La hausse du pouvoir d'achat ne profite pas forcément aux industries françaises. En effet, vous et moi, dotés d'un pouvoir d'achat supérieur, achetons plus mais le moins cher possible pour la meilleure qualité. La concurrence aidant, souvent le produit étranger est moins cher à qualité égale...

Autre problème : les chômeurs ne peuvent représenter une extension du marché national. Tout au contraire, ils incarnent un rétrécissement des acheteurs potentiels. Tourner le dos à l'exigence d'adapter la production aux besoins des travailleurs, fatalement le PCF et la CGT adoptent la démarche consistant à répéter inlassablement que défendre la marque fran-

çaise et les emplois... français, c'est possible.

Une solution créatrice d'emplois ?

La justification du « Produire français » est le rapatriement des travaux faits à l'étranger. Concentrer usines et moyens de production sur le sol national créerait pour les économistes de la place du Colonel Fabien des emplois, ou au moins, préserverait ceux existant.

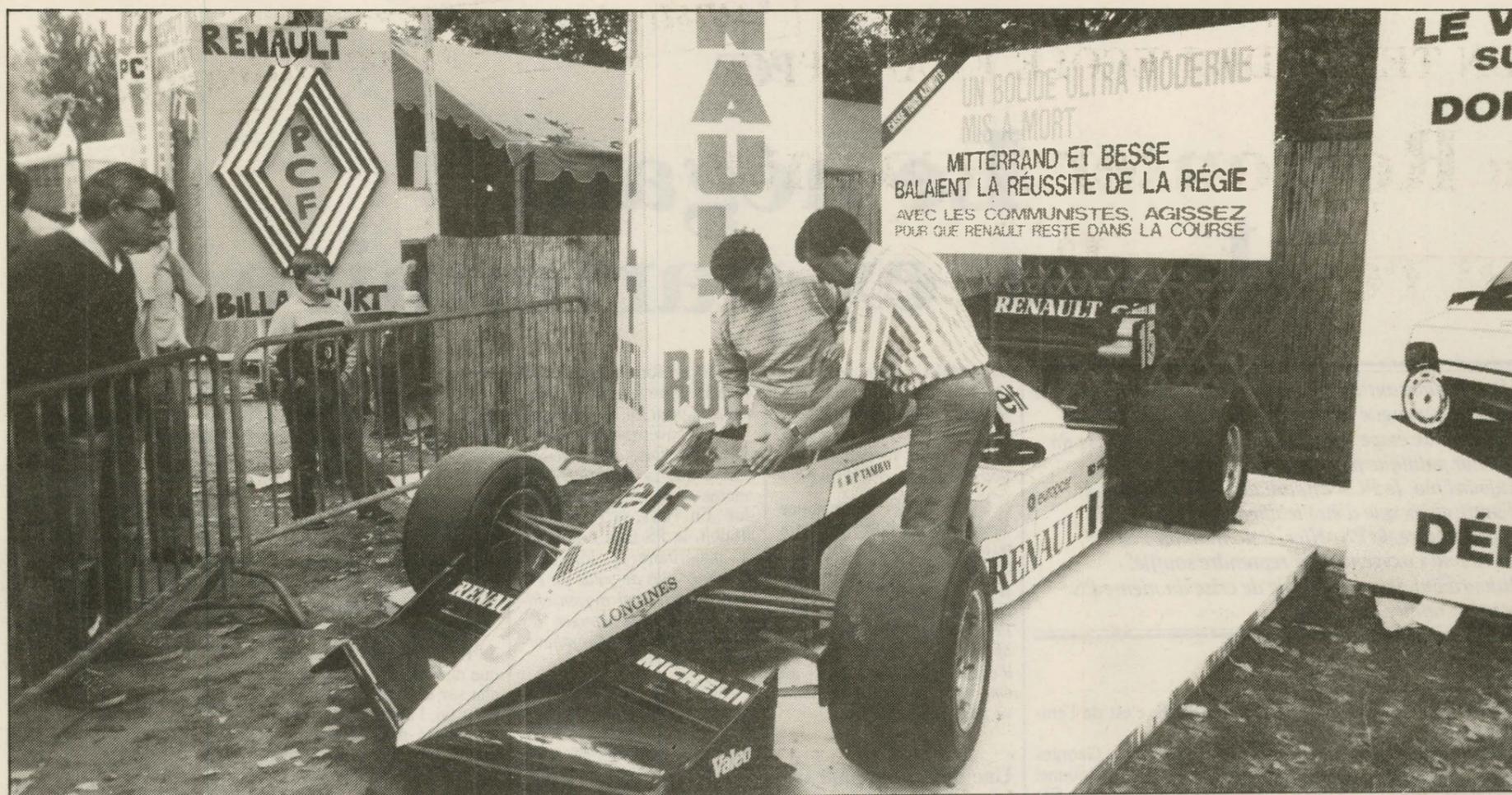
Mais 90 % des chômeurs inscrits à l'ANPE viennent des PME, dont l'implantation par définition n'est que française. Toutes françaises qu'elles soient, elles ferment, victimes de la crise de surproduction et de la concurrence acharnée qui en découle. « Produire français » n'est pas adapté à la situation de tous les travailleurs. Ce mot d'ordre n'est donc pas général.

Fiat et maintenant Chrysler sont les exemples que prend régulièrement depuis un an Philippe Herzog. « Fiat et Chrysler se sont défaussées d'installations à l'étranger pour pouvoir réduire les coûts financiers et se recentrer sur leur pays d'origine. Peugeot lui-même s'est défaussé d'une partie des réseaux achetés à Chrysler et a vendu Dodge... à Renault », explique-t-il dans l'Humanité du 10 septembre dernier.

Les échanges commer-

ciaux reposent sur des exigences que Herzog ne peut balayer d'un coup de plume. Ainsi tout acheteur, sain d'esprit, achètera le moins cher possible une voiture de la gamme qu'il choisit. La production en France des automobiles ne garantit pas de meilleures ventes, à moins, bien sûr, de recourir à des méthodes de rentabilisation pour pouvoir produire à tarif concurrentiel. Voilà la deuxième supercherie du mot d'ordre. Pour pouvoir vendre en France des produits fabriqués en France, les patrons adoptent les mêmes méthodes qu'au Japon, que chez Fiat, que chez Chrysler : ils licencient, et ils font travailler plus vite pour un tarif inférieur les ouvriers restant. Herzog ne le nie pas, il l'évacue d'une formule de journaliste : « Certes, ceux-ci [Fiat et Chrysler] licencient pour élever la rentabilité... » « Certes », écrit Herzog. Mais ce « certes » représente des millions de chômeurs. Faut-il rappeler que nous ne travaillons pas pour la gloire, ni pour la beauté de l'industrie ? Plus modestement, il s'agit de satisfaire nos besoins élémentaires. Alors « certes », Renault, réimplantée en France, licenciera pour être concurrentielle face à la Fiat Panda, à la Ford truc ou à la Volkswagen machin. Et il fera aussi suer le burnous de ceux qui

Suite page 6



La fête de l'Humanité

Suite de la page 5

restent. La bonne fée n'existe pas, la magie des frontières non plus ! Un patron ne devient pas autre chose qu'un patron.

Quels échanges ?

American Motors, filiale de Renault aux Etats-Unis, fournit quatre milliards à l'exportation de la Régie, soit du travail pour 8 000 personnes à Cléon, au Mans, à Grand-Couronne. Mack, filiale de RVI, fait travailler deux mille personnes à Limoges-Blainville en utilisant les vingt-trois mille moteurs fabriqués en France. Les chiffres bruts n'expliquent pas tout. Pour acheter, un client étranger défend les termes avantageux, pour lui, d'un échange commercial. L'Etat

espagnol impose l'implantation des usines sur son territoire national. Fiat, le bel exemple de Herzog, n'a plus de débouchés espagnols pour n'avoir pas voulu admettre cette contrainte. Suivre l'exemple de Fiat, c'est produire autrement, en France, mais pour vendre sur quel marché ?

Le seul point d'appui fiable à la vue de ces contraintes des échanges commerciaux internationaux, s'il y a concentration en France de la production, est le marché intérieur français. Pour sauvegarder celui-ci, une baisse des coûts de production est nécessaire. La loi patronale s'imposera donc avec plus de vigueur encore pour faire payer aux travailleurs cette baisse.

D'où encore une fois, le

caractère bancal du mot d'ordre « Produire français ». Si ces fameux échanges internationaux sont négligés, alors il faut protéger le marché français par des barrières protectionnistes. Sinon, la réimplantation, en France, des produits fabriqués actuellement à l'étranger, profitera aux entreprises étrangères. Cette démarche signifie imposer en France des prix plus chers et conférer aux producteurs d'automobiles un quasi-monopole. Beau résultat, ces derniers feront la pluie et le beau temps comme le font actuellement les sept sœurs pétrolières.

Enfin, lorsque le retour des produits — les voitures Renault par exemple — fabriqués dans un pays étranger, diminue, le chômage, dans ce même pays, augmente.

Quelle place pour l'immigration ?

Si l'on se bat contre les réimportations, donc pour privilégier les produits faits en France, le glissement se fait sur l'immigration. Qu'est-ce qu'un travailleur immigré pour un patron ? Une force de travail achetée moins cher à l'étranger, à même de concurrencer la force de travail vendue, dans les pays, par les ouvriers du crû.

Ainsi, logiques, le PCF et la CGT sont à la fois contre

les réimportations pour les productions fabriquées en France, et pour l'arrêt de l'immigration. Protéger l'emploi devient protéger l'emploi français et accepter le retour « au pays » des étrangers.

Ce mot d'ordre, « Produire français », s'il n'est pas anticapitaliste, produit un effet de division des rangs ouvriers par la nationalité.

L'arrêt de l'immigration s'accompagne dans les propositions du PCF et de la CGT d'une perspective extérieure : commercer avec le tiers monde. Mais quels seront les termes de ces échanges avec des pays très partiellement industrialisés ? « Produire français » signifie-t-il une politique néo-impérialiste de grande puissance industrielle en Afrique noire ou ailleurs ?

« Produire français » n'est pas un mot d'ordre ouvrier. Il recèle un danger profond : sa fonction est de faire croire qu'on peut éviter un affrontement entre des intérêts inconciliables, qui s'excluent mutuellement. Le patron produit pour le profit et impose aux travailleurs cette loi, au détriment de l'emploi et des salaires. Le travailleur produit pour vivre, et n'a d'intérêts que dans la défense de l'emploi. Son seul moyen de subsistance est le salaire qu'il perçoit pour prix injuste du travail fourni.

Jean Lantier

81 86

L'austérité
de
gauche,
les menaces
de
la droite
**OÙ
en
est-on ?**

**COMMENT
S'EN
SORTIR ?**

Dossier N°14 10 FF
ROUGE 3e trimestre 85

L/C/R

En raison de l'actualité, nous avons dû reporter la suite du dossier sur la flexibilité et les nouvelles technologies entamé dans Rouge la semaine dernière, au prochain numéro de notre hebdomadaire.

jeudi 17 octobre

MEETING

M° Maubert- Mutualité salle de la Mutualité

20H

OBJECTIF 86

Contre la droite
et l'austérité !
Rassembler une force
à gauche de la gauche !

avec Alain KRIVINE

UN TEXTE DE L'ECOLE EMANCIPEE

« Remonter la pente et recréer l'espoir »

Le numéro de rentrée de l'Ecole émancipée* publie sous la rubrique « alternative » un texte issu des débats de la traditionnelle semaine de l'EE, qui s'est déroulée en juillet. Ce texte, dit la revue de l'EE, marque une avancée importante dans la réflexion collective des militants de l'Ecole émancipée. Une réflexion qui doit se poursuivre par un large débat. » Voici donc de larges extraits de la déclaration de l'EE. C'est l'occasion, pour la rédaction de « Rouge » de saluer Julien Desachy qui abandonne la direction-gérance de la revue, et Michel Chauvet qui lui succède à cette responsabilité.

Une situation bloquée

C'est en tant que syndicalistes, agissant dans le secteur de l'éducation, que les militants de l'Ecole émancipée sont amenés à analyser la situation à laquelle chacun est confronté : une situation bloquée, une situation de crise, à l'école et dans l'ensemble de la société.

Travaillant dans l'Education nationale, les militants de l'Ecole émancipée subissent la crise du système scolaire. Ce système scolaire est profondément inégalitaire, la ségrégation sociale frappe les enfants de travailleurs. La politique de Chevènement, son « élitisme républicain », son chauvinisme, sa volonté de lier de plus en plus l'école au patronat est une réponse réactionnaire à cette crise de l'école. Elle constitue aussi un discours de justification de l'austérité appliquée à l'école, austérité dont nous subissons aussi les conséquences en tant que travailleurs.

C'est donc la crise économique qui est l'élément central de la situation actuelle. Cette crise exprime la nature profonde du système économique capitaliste. Un système fondé sur l'exploitation et la recherche du profit. Un système qui, dans le même temps, produit des excédents de marchandises et la famine du tiers-monde. Un système qui voit se côtoyer dans les pays capitalistes industrialisés une misère qui s'aggrave et la richesse la plus insolente. Un système qui produit un surarmement de plus en plus terrifiant, et où le danger de guerre s'accroît.

Dans cette situation, la responsabilité des appareils politiques et syndicaux traditionnels du mouvement ouvrier est écrasante. Ils ont subordonné les luttes des travailleurs à des perspectives électoralistes. Ils ont combattu toutes les tentatives d'auto-organisation de la classe ouvrière. Ces directions ont ainsi puissamment contribué à désarmer les travailleurs. Dès lors qu'il a accepté les règles du jeu du capitalisme, le pouvoir de gauche ne peut mener une politique très différente de

celle préconisée par la droite et le patronat, lesquels se livrent de plus à une surenchère permanente.

La résistance des travailleurs existe (lutte des sidérurgistes, des travailleurs de l'automobile, de la construction navale). Cependant, isolés les uns des autres, confrontés aux politiques patronales de division des travailleurs, constatant que les directions syndicales acceptent de fait l'austérité, marqués par le désarroi et le découragement, beaucoup se désyndiquent et se désengagent politiquement.

L'offensive idéologique de la droite se renforce ; libéralisme triomphant, racisme, élitisme, exaltation de la concurrence et de l'enrichissement individuel, culte de la hiérarchie et des chefs font l'objet d'un véritable matraquage de l'ensemble des médias.

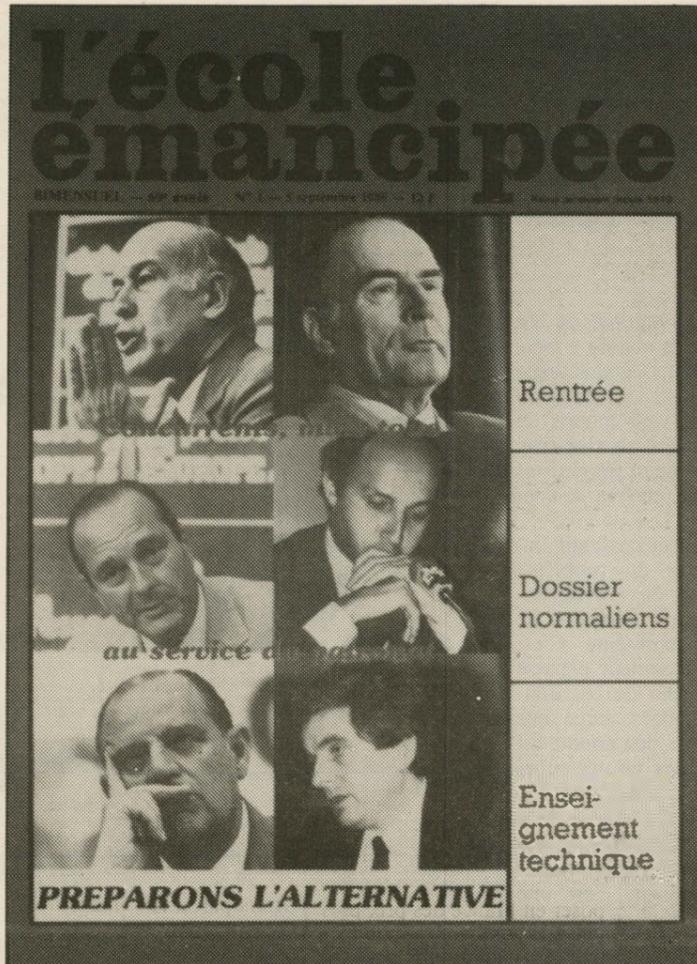
Cette offensive contre les valeurs et les aspirations du mouvement ouvrier utilise comme repoussoir le système bureaucratique des pays de l'Est, caricature et négation du socialisme, qui opprime les travailleurs, développe un énorme appareil policier et militaire, interdit les plus élémentaires libertés syndicales et démocratiques et connaît lui aussi une crise profonde.

Pour reprendre l'initiative

Une telle situation n'est pas acceptable. Elle porte en germe le risque de nouvelles attaques contre les conditions de vie et de travail de l'ensemble des travailleurs. Il faut reprendre l'initiative !

Cela suppose à la fois des mobilisations et un projet.

Des mobilisations, car l'aspiration au changement se concrétise dans des luttes. Lutte pour la défense des revendications, lutte pour imposer d'autres pratiques que celles que dicte le système. Mais cette dynamique de mobilisation ne peut se reconstruire que progressivement, il faut élaborer des revendications unifiantes, confronter les pratiques et les expériences. Il faut imposer par les luttes la satisfaction de



revendications essentielles qui commencent à remettre en cause le système économique et le système de pouvoir en place (lutte contre les inégalités, lutte contre toutes les discriminations, lutte contre le chômage et pour d'autres conditions de travail, notamment par la réduction de la durée du travail sans réduction de salaire).

Un projet, car les mobilisations, même celles qui portent sur les revendications les plus immédiates, ne prennent tout leur sens et toute leur ampleur qu'en liaison avec un projet de rupture avec la société capitaliste. Ce projet ne saurait faire l'objet d'une élaboration a priori : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » L'expérience du mouvement ouvrier permet cependant d'en esquisser les grandes lignes : satisfaire les besoins sociaux et non la logique du profit, affirmer la solidarité contre la concurrence, l'égalité contre l'élitisme, la coopération contre la hiérarchie, l'autogestion contre la division capitaliste du travail, l'égalité des droits pour toutes et pour tous contre toutes les discriminations, la participation de tous aux décisions contre la bureaucratie, l'accès de tous au savoir et la liberté de création contre la ségrégation sociale et culturelle.

C'est seulement en articulant en permanence la lutte pour les revendications, l'invention de pratiques sociales nouvelles en rupture, au moins partielle avec le système, et l'élaboration d'un

projet de société que pourra se construire un mouvement social crédible porteur d'une alternative au système social actuel.

Pour reconstruire l'espoir

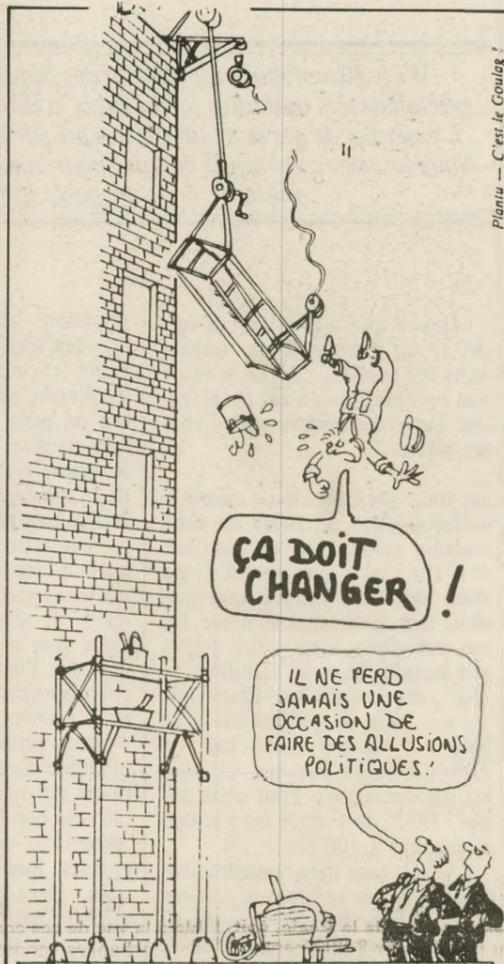
Une nouvelle fois, les partis traditionnels de la gauche ont fait la démonstration qu'ils n'étaient pas au service de la libération sociale. Ceux qui leur maintenaient leur confiance les ont vu gérer l'austérité et respecter les impératifs de la société de profit.

Les syndicats, de leur côté, sont atteints par une crise de confiance majeure. Les directions syndicales, celle de la FEN comme celles des confédérations ouvrières, ont cautionné une politique qu'elles auraient dû combattre. Le résultat en est une désyndicalisation massive et un dépeuplement massif de la vie syndicale.

De ce double constat découle une double évidence : le renouveau du mouvement social, s'il doit s'exprimer, s'exprimera à la fois sur le terrain politique et sur le terrain syndical.

C'est sur le plan du syndicalisme que l'Ecole émancipée travaille à la fois à la défense des personnels, au changement de l'école et à la transformation sociale. Son objectif propre est de travailler au renouvellement du syndicalisme dans le secteur de l'éducation. L'Ecole émancipée s'attache à un triple but :

1. Elle cherche à promouvoir



les formes d'organisation syndicale qui permettent à l'ensemble des syndiqués d'être les acteurs, actifs et solidaires, du syndicalisme. Contre le syndicalisme de la délégation systématisée, l'EE défend le fonctionnement dynamique des instances de base, des sections d'établissement, des sous-sections SNI et FEN, de toutes les structures qui rassemblent les syndiqués pour le débat collectif et pour l'action commune.

L'Ecole émancipée refuse le fonctionnement cloisonné, catégorie par catégorie qui est aujourd'hui celui de la FEN.

2. L'objectif est aussi d'élaborer une autre forme d'action syndicale. Les journées de protestation ponctuelles, sur des objectifs mal définis, ont fait la preuve de leur inefficacité. On avancera quand l'action sera discutée par les personnels eux-mêmes, quand chacun aura les moyens de mesurer en permanence le chemin qui a été fait et celui qui reste à parcourir. Sans cohérence et sans continuité, l'action syndicale est condamnée à l'impuissance.

3. Travailler au renouveau du syndicalisme, c'est aussi rencontrer ceux qui, en dehors de l'éducation, dans les confédérations ouvrières et dans le syndicalisme paysan, partagent cet objectif. L'Ecole émancipée mesure l'intérêt qu'il y a à confronter les expériences pour que chacun progresse et que les combats convergent.

L'Ecole émancipée n'est

pas une organisation politique. L'indépendance syndicale est pour elle une exigence fondamentale. Mais jamais, pour l'Ecole émancipée, l'indépendance n'a voulu signifier une quelconque indifférence à ce qui s'exprime sur le plan politique. L'Ecole émancipée sait que l'émancipation sociale est un combat d'ensemble. Les enseignants, les travailleurs de l'Education nationale, comme l'ensemble du monde du travail, ont été confrontés à la politique mise en œuvre par le Parti communiste et le Parti socialiste. L'Ecole émancipée, qui entend tirer avec tous les bilans nécessaires, ne peut que souhaiter que se constitue une force politique nouvelle, réellement anticapitaliste, même si en tant que tendance syndicale, il ne lui appartient pas de s'inscrire en tant que telle dans un semblable processus politique. C'est en assumant pleinement son rôle de tendance syndicale que l'Ecole émancipée entend contribuer à l'effort collectif par lequel peut se reconstruire une dynamique sociale. Cette effort ne peut être qu'un effort de longue durée. Il faudra que se dépassent les a priori et les sectarismes. Il faudra que les débats nécessaires soient posés avec clarté.

Les élections de 1986 constitueront une échéance qu'il n'est pas possible d'ignorer. Mais ce ne sera ni le seul ni le principal objectif du processus d'ensemble qui doit s'engager (...).

* M. Chauvet, 35, rue Pierre Brossolette, 76 770 Malaunay.

Sida: quand la maladie devient spectacle

Willy Rosenbaum est attaché des hôpitaux de Paris, spécialiste des maladies infectieuses et de la santé publique. L'essentiel de ses activités est orienté sur l'étude du SIDA. Nous lui avons demandé de faire pour nous le point sur cette maladie dont on parle tant.

Depuis que le SIDA est identifié et qu'il connaît un impact dans les médias, chacun y va de son opinion. Qu'en est-il en réalité parmi les vérités et les contre-vérités ?

La vraie question est de savoir si la façon dont on parle de cette maladie aujourd'hui est justifiée, et si elle l'est à quel niveau. Il y a deux aspects. Un aspect quantitatif en termes de santé publique. En cas cumulatifs, c'est-à-dire depuis que la maladie a été identifiée en 1981, on recense aux Etats-Unis un peu plus de 12 000 cas à ce jour, en Europe 1 250 cas, en France environ 400 cas. Ce sont les cas cumulatifs. Pour cette année, 1985, en France on s'attend à peu près à 300 cas.

C'est très peu quantitativement si on se réfère aux chiffres auxquels on a l'habitude de se référer et d'abord à ceux de la tuberculose. Il y a en France aujourd'hui 12 000 cas de tuberculose par an alors qu'il existait des traitements et il y a entre 1 200 et 1 500 morts par an de tuberculose. Aux Etats-Unis, la tuberculose est un phénomène un peu moindre qu'en Europe mais même là il y a largement plus de morts de tuberculose qu'il n'y a de SIDA.

On peut évoquer d'autres problèmes de santé publique. Si on prend une autre maladie assez proche d'un point de vue épidémiologique comme l'hépatite B, celle-ci tue vingt fois plus que le SIDA en France et c'est aussi une maladie sexuellement transmissible d'une certaine manière. Le nombre de cas est lui cent fois plus élevé. Je ne parle même pas des accidents de voiture qui font chaque année 12 000 morts en France et je ne sais pas si la décence me permet d'évoquer les 40 000 morts de faim par jour dans le monde.

Il y a des gens qui disent : « Oui, mais ce n'est pas pareil. » Je ne sais pas si c'est différent, mais pourquoi ne pas mentionner ces chiffres aussi enfin de remettre les choses un petit peu à leur place.

Il y a un autre aspect qui est qualitatif. Là, je fais intervenir la progression du nombre de cas. On s'attend à un doublement tous les ans, mais avant qu'on atteigne le nombre de morts dus à la circulation il se sera passé quelques années. Il est très vraisemblable que la courbe de croissance ralentisse, c'est un fait propre à toutes les épidémies. Maintenant on sait qu'il y a des raisons liées directement au mode de transmission de la maladie. Une fois les populations les plus exposées couvertes, ensuite l'épidémie va se disperser de manière beaucoup plus lente.

Mais cela dit le nombre de cas va augmenter. On peut faire des

prévisions sur le nombre de cas qui vont apparaître mais là encore même les prévisions les plus catastrophiques sont très loin du nombre de gens qui vont mourir de faim dans les années qui viennent. Et même si on atteint les chiffres de la tuberculose, ce sera déjà un chiffre très haut.

Un autre aspect qualitatif important est celui du problème médical posé et de l'investissement en terme de dépenses de santé que cela représente. C'est vrai que l'investissement dépasse en proportion celui de ces données brutes. D'abord parce que c'est un problème peu connu qui implique donc des efforts supérieurs par rapport à des maladies qui sont codifiées. Ça impose de la recherche, du tâtonnement, des circuits médicaux plus compliqués. Deuxièmement, c'est une maladie lourde dont le prise en charge est plus difficile. Comme exemple de maladie lourde, on peut citer les accidents rénaux : il n'y en a que dix mille par an en France mais ils absorbent 20 % du budget de santé.

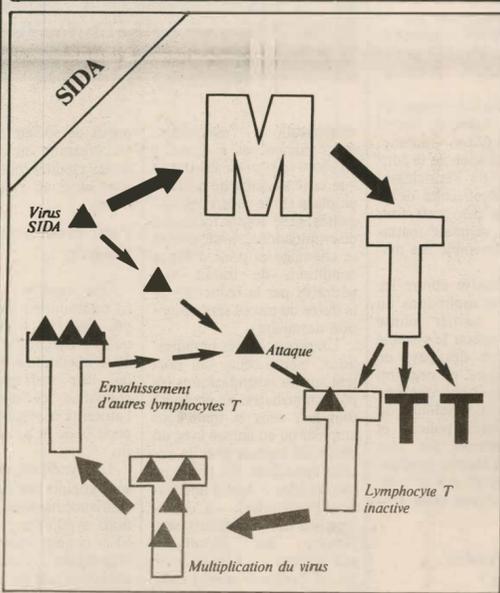
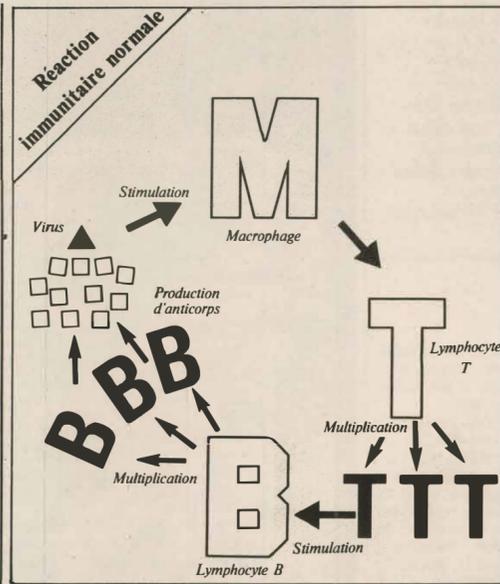
On a la chance de pouvoir actuellement faire des projections, des modèles, de développer une stratégie de contrôle de lutte, il faut le faire.

Ceci dit l'ampleur que cela a pris dans les médias a certainement une autre raison que les simples aspects que je viens d'évoquer.

Pouvez-vous expliquer ce qu'on appelle les porteurs sains ?

Quelqu'un peut avoir rencontré un agent infectieux capable de donner la maladie et ne pas manifester la maladie. Par exemple, pour la tuberculose, on sait qu'il y a des gens qui font une primo-infection, un virage de cuti, des gens qui font une tuberculose pulmonaire, d'autres enfin qui font une méningite tuberculeuse et en meurent. Donc pour le même agent on peut avoir des manifestations très différentes. C'est la règle. C'est vrai pour l'hépatite B dont on peut avoir le virus sans s'en apercevoir. Il passe puis on trouve des anticorps à l'occasion d'un examen. C'est ce qu'on appelle des porteurs asymptomatiques. C'est la majorité des gens. Seule une infime minorité des gens font une maladie grave.

Le SIDA est la forme la plus grave de l'infection par le virus LAV. Donc, il y a pour un malade dix personnes qui présentent des symptômes mineurs ou rien du tout. Mais compte tenu des inconnues qui subsistent aujourd'hui - dans d'autres maladies on dit à ces personnes : « ça va bien », dans le cas du SIDA, il y a une inconnue qui alourdit la prise en charge. Exemple pour l'hépatite B, quelqu'un dont on sait qu'il a l'anticorps HBs, on peut lui dire



Réaction de l'organisme dans le cas normal et dans le cas du SIDA (voir l'encadré ci-contre)

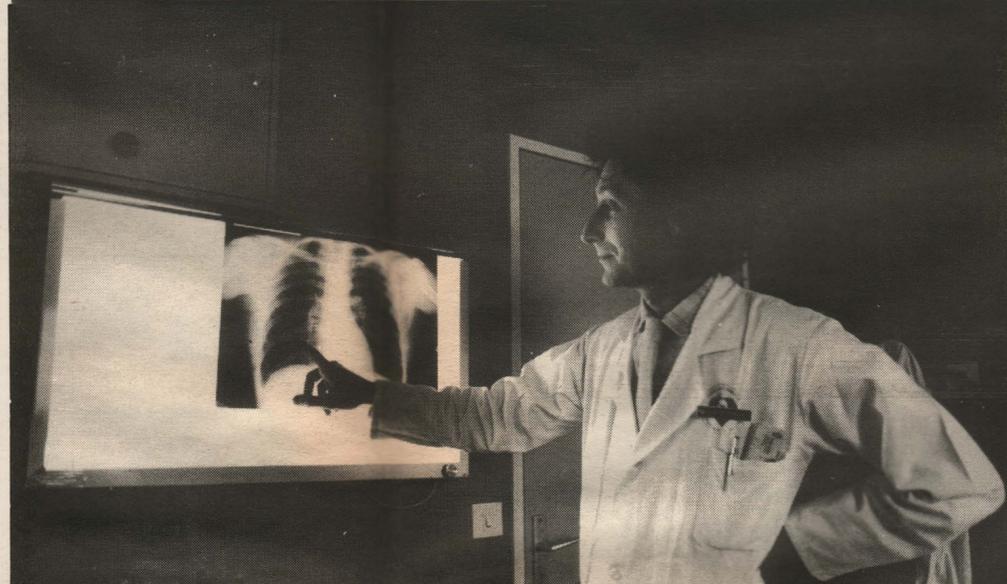
qu'on n'a plus besoin de le revoir. On n'a pas l'équivalent aujourd'hui pour le virus LAV. On est donc obligé de dire aux gens : « Revenez dans trois mois. »

Il y a plusieurs problèmes dans cette histoire et ce n'est pas si simple de faire l'analyse de ce qui détermine aujourd'hui la part médiatique prise par cette maladie. Deux choses me paraissent évidentes. C'est une maladie nouvelle pour les médias par rapport aux maladies des pays occidentaux.

Nouvelle aussi parce que c'est manifestement une maladie qui touche à des domaines « troubles ». Mêler aujourd'hui le sexe, la mort est une recette intéressante et si on y mêle en plus l'homosexualité, la toxicomanie, tous les

marginiaux de la Terre, cela devient extraordinaire. Ce qu'on oublie, c'est que les marginaux de la Terre ne sont pas ceux qu'on pense. A l'échelle de la planète, les marginaux c'est nous, au sens strict du terme. Les riches ne sont pas les plus nombreux, ça se saurait ! Ce qu'on oublie aussi, c'est que de toute façon ce sont les marginaux qui paient le prix le plus lourd dans toutes les maladies.

Il y a dans cette maladie suffisamment d'ingrédients pour que les médias en parlent quotidiennement, il y a chaque jour des raisons de faire des scoops sur cette maladie. Récemment, c'était l'histoire de l'enfant admis dans une



Le docteur Willy Rosenbaum, dans son bureau à la Pitié-Salpêtrière



L'équipe de l'Institut Pasteur qui a réussi à déchiffrer la séquence complète du SIDA

Le mécanisme du virus

Le sigle SIDA désigne le syndrome immuno-déficitaire acquis, autrement dit l'ensemble des symptômes que présentent des personnes dont les défenses naturelles face à des agressions, infectieuses par exemple, sont affaiblies par un agent extérieur. En l'occurrence cet agent est un virus, appelé en France où il a été identifié en 1981 virus LAV et HTLV III aux Etats-Unis.

Le système immunitaire fonctionne de la façon suivante. Quand un virus pénètre dans un organisme sain, il est identifié par des cellules appelées macrophages, qui donnent l'infiltration à une autre cellule appelée lymphocyte T. Le lymphocyte T activé se multiplie et donne naissance à des cellules-filles, dont certaines stimulent à leur tour un autre type de lymphocyte appelé B. Ces derniers se multiplient et produisent les anticorps qui attaquent et détruisent le virus.

Dans le cas du virus du SIDA, cette réaction ne se produit pas : le virus LAV atteint les lymphocytes T en leur ôtant la capacité de reconnaître les substances étrangères à l'organisme et en les transformant en usine à reproduire le virus. Donc les cellules T atteintes ne sont plus aptes à

combattre l'infection et contaminent les cellules T non atteintes.

La transmission se fait quasi exclusivement par deux voies : sexuelle et sanguine. Pour la première, la contamination a lieu lors de rapports sexuels, qu'ils soient homo- ou hétérosexuels. Les partenaires habituels des malades atteints du SIDA sont porteurs d'anticorps antivirus LAV dans 70 % des cas - ce qui en laisse 30 % sans trace du virus -, ce qui ne veut pas dire qu'ils réaliseront le tableau complet de la maladie dans sa forme grave.

Pour ce qui est de la présence du virus du SIDA dans la salive ou les larmes, elle ne témoigne que du contact entre cette personne et le virus. Cela ne signifie ni que la personne est malade ni qu'elle soit contagieuse. Le SIDA n'apparaît donc pas comme une maladie particulièrement contagieuse.

Les recherches d'un traitement sont orientées pour l'instant vers des substances capables de bloquer le développement du virus. Il existe aussi à côté du traitement des recherches pour mettre au point un vaccin, qui serait donc préventif.

J.-J. L.

dangers que l'on fait courir aux autres et à soi en conduisant une voiture.

En France, la communauté homosexuelle a plutôt fait l'autruche les premières années. Sauf ces derniers mois, elle ne s'était jamais engagée de la même manière que les gays américains. Ces derniers se battent sur le thème : « Si cette maladie avait atteint les hétérosexuels, il y aurait eu beaucoup plus de soins. » Il est aussi significatif qu'en France la première mesure prise a concerné les transfuses, c'est-à-dire 2 % des cas de SIDA. C'est-à-dire que la mesure qui va coûter deux cents millions de centimes concerne seulement 2 % de la population atteinte, 2 % dont il est évident qu'il est intolérable qu'ils soient touchés puisqu'ils n'ont commis aucun péché, qu'ils ne l'ont pas cherché. Tout cela entre guillemets bien sûr...

Le développement de la recherche sur le SIDA a vu s'exacerber une concurrence franco-

américaine. Est-ce que cela vous a surpris ?

Je ne suis ni économiste ni financier et je suis incapable d'évaluer la part du marché que peut prendre l'aspect diagnostic de cette maladie dans le budget d'une firme. On dit qu'il y a vingt millions de tests par an qui vont être vendus mais il y en a cinquante millions pour l'hépatite B. Est-ce que c'est un gros marché, je ne sais pas. Il y a des vaccinations contre la rougeole, ça n'empêche qu'elle est l'une des premières causes de mortalité chez les enfants de un à quatre ans dans le tiers monde. Ce qui est évident, c'est que les firmes s'intéressent au SIDA pour les mêmes raisons que les médias, parce que c'est un sujet porteur.

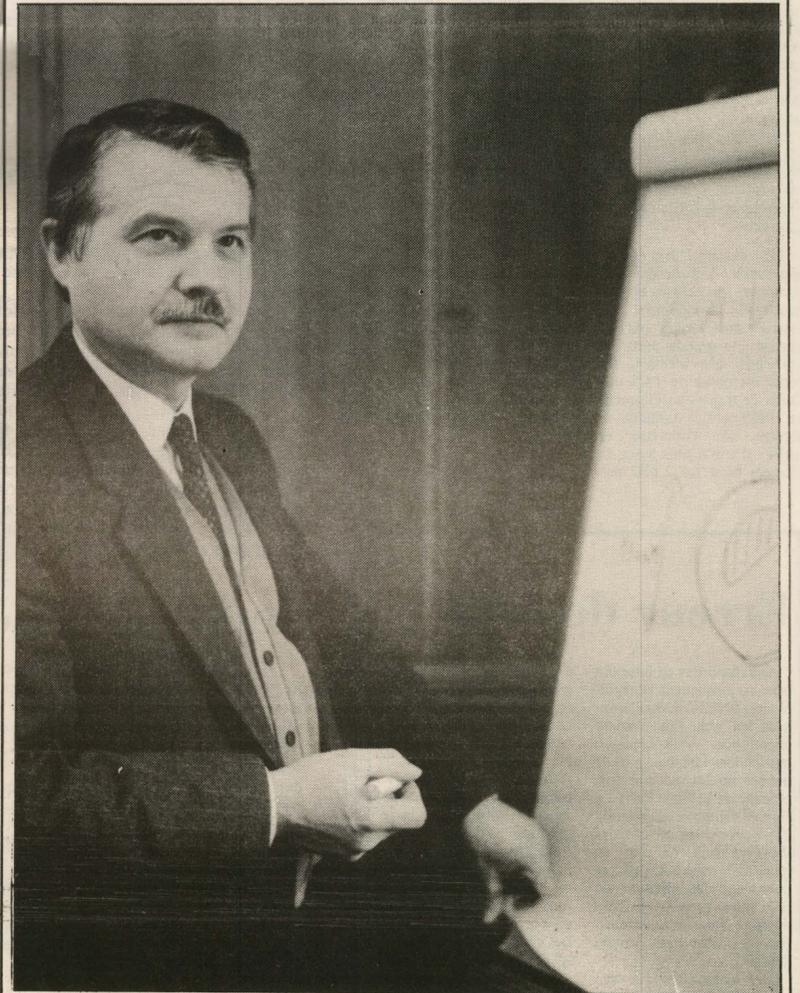
Aux Etats-Unis, il y a une relation très importante entre la recherche et l'industrie. En France, un chercheur trouve un truc, les Américains le récupèrent puis le développent. Je suis sûr sur le brevet du virus. Je n'aurais jamais eu l'idée de déposer un brevet

là-dessus. Il se trouve qu'il a été déposé mais entre le moment où on a déposé le brevet et où l'application commerciale en a été faite, il s'est passé un temps infini parce que personne ne suivait derrière. Les chercheurs américains ont des liens organiques avec l'industrie parfois même des postes de responsabilité dans les entreprises. Ils ont donc intérêt à ce que leurs recherches aboutissent dans le circuit commercial et appuient toutes les manœuvres qui court-circuitent les concurrents.

L'impérialisme américain c'est un terme que j'ai beaucoup utilisé et que je continue d'utiliser de temps en temps mais là c'est quelque chose que j'ai vécu. Nous sommes des fétus de paille, je ne dis pas qu'il n'y a pas d'autres impérialismes. Mais l'agressivité américaine est impitoyable, elle balait toutes les notions scientifiques objectives. On court-circuite les publications scientifiques, on détourne les brevets et tout cela en se fondant sur les autorités scientifiques.

Propos recueillis par Jean-Jacques Laredo

Le docteur Luc Montagnier qui dirige l'équipe de l'Institut Pasteur



école. On ne sait d'ailleurs pas ce qu'en pensent les médias.

L'un des aspects pris par la campagne de presse sur le SIDA, c'est la course aux personnalités atteintes...

Pour des raisons sociologiques, cette maladie touche plus les lieux du spectacle et de la communication. Les journalistes se sentent assez concernés du fait de leur milieu. Certains se sentent interpellés par le sujet. C'est évident que l'idéologie des médias

tourne beaucoup autour de leurs propres préoccupations en tant qu'individus. Il y a la dynamique de groupe des médias, mais il y a aussi une dynamique des individus. Les angoisses et les fantasmes des journalistes interviennent et dans la façon dont ils traitent le sujet et dans la façon dont ils s'intéressent à un sujet. Et puis bien entendu, bien qu'on ait peu vécu cela en France, le SIDA a été récupéré par la « moral majority » aux Etats-Unis. Tous les apôtres de la répression sexuelle s'emparaient du sujet n'introduisant par ailleurs aucune morale dans les

BATELIERS

Voie d'eau contre voie ferrée ?

En barrant la Seine, à Paris et à Rouen, les artisans bateliers ont une nouvelle fois fait éclater leur colère. L'arrestation de dix d'entre eux alors qu'ils tentaient d'incendier un train de marchandises dans le port de Rouen en a révélé l'ampleur.

□ Rouen.

De notre correspondant

La concurrence de la SNCF est l'occasion de la révolte des marinières cette année : l'année dernière, c'était la baisse du trafic de charbon. En accusant la SNCF de pratiquer systématiquement des tarifs de transport de fret inférieurs aux leurs sur des trajets identiques, les marinières ne révèlent qu'une partie des multiples raisons du déclin de leur métier. Est-ce la bonne cible ? D'autant qu'il y a quinze ans que la batellerie se meurt.

La crise de l'artisanat fluvial prend sa source essentiellement dans une politique de transport délibérément tournée vers le trafic routier depuis les années soixante. Pendant que l'Etat construisait des autoroutes sur les grands axes reliant la Méditerranée et la façade atlantique à Paris et aux grands réseaux européens, les crédits d'investissement dans le réseau fluvial et les budgets d'entretien ont fondu. Le gros du trafic sur les voies d'eau est pratiquement coupé du reste de l'Europe, de la Belgique et de l'Allemagne en particulier.

Les canaux, trop petits, s'ensavent. Les berges s'effondrent. Les écluses ne sont pas assez entretenues. Les retards ainsi causés ont fait perdre une grande partie de leur fret aux bateliers. Le trafic est passé de 14,5 milliards de tonnes au kilomètre en 1969 à 8,8 milliards de tonnes au kilomètre en 1984 : il n'y a plus assez de charges pour les 2 800 per-

sonnes qui vivent sur les péniches.

Pendant ce temps-là, les bénéfices s'accumulent dans les coffres de ceux qui ont profité de l'accroissement du trafic routier : compagnies pétrolières, entreprises de travaux publics, gros transporteurs...

Depuis 1981, la gauche aurait pu inverser le cours des choses en mettant un coup d'arrêt à la politique des transports héritée de la droite et en élaborant un plan d'ensemble qui favorise le développement des transports socialement les moins chers, tout en garantissant l'emploi de tous.

Le transport fluvial est complémentaire des autres réseaux de communication. C'est, de plus, le transport écologique par excellence. Certains diront qu'il faut choisir entre les emplois des cheminots et ceux des marinières. Il est certain, que le trafic céréalier du port de Rouen, par exemple, qui passe essentiellement par le chemin de fer, a permis de sauvegarder des emplois à la SNCF. Ce qui est sûr aussi — et c'est ce que semblent oublier les dirigeants de la batellerie — c'est que les transports routiers ont considérablement accru leur trafic (voir encart) ; détériorant en même temps les conditions de travail de leurs salariés. Et pourtant, quel gaspillage d'énergie que le transport routier !

Dès lors que l'ensemble

des problèmes est posé, une solution globale aux problèmes de l'emploi dans les transports se dessine. Elles consisteraient à imposer au patronat routier, comme à la SNCF, une véritable réduction du temps de travail, avec embauche correspondante. La sécurité routière, comme celle du rail, en serait renforcée. Un office des transports devrait répartir le fret en fonction de la complémentarité des réseaux de communication.

Cela signifierait évidemment s'attaquer à la logique capitaliste. A la toute puissance du lobby patronal de la route, en particulier. L'appui des travailleurs du rail, des salariés de la route et des marinières aurait pu être acquis au gouvernement de gauche dans ce face à face. Mais Fiterman, puis Quilès, en ont décidé autrement. Aujourd'hui, les marinières en crévent.

Etienne Lesaxe



Les bateliers bloquent la Seine, ici, entre le pont Alexandre III et la Concorde, à Paris

Editorial des feuilles d'entreprises

La violence patronale se déchaîne

Pendant que là-haut, les grands professionnels de la politique parlent de cohabitation, en bas, dans les entreprises, la violence patronale se donne libre cours.

Le 7 septembre, une trentaine de baroudeurs armés, dont une bonne partie membres du Front national, viennent, par mesure d'intimidation physique, agresser les occupants de la fonderie Zeppelin de Draveil (91) travaillant pour Renault.

Le 16 septembre, à deux heures du matin, à la Thomson-téléphone de Colombes, filiale de la Compagnie générale d'électricité (CGE), la direction organise le déménagement des archives, avec le concours musclé de cinquante nervis, armés et dotés de gaz lacrymogène. Là encore, des syndicalistes, des membres du personnel qui avaient mis l'usine sous surveillance sont blessés.

Ce n'est pas une bavure !

A la Thomson Colombes, la direction et l'entreprise de déménagement (Letendre) déclinent toute responsabilité. Ces cinquante nervis, d'où sont-ils venus ? Où ont-ils eu les plans des lieux, les clés des locaux ? Quels intérêts servaient-ils, accompagnés du chef du personnel ? Il y a le choix, parmi les entreprises dites de gardiennage, pour recruter cette espèce spéciale de police privée du patron.

Et, au fond, pourquoi le patron de Thomson-téléphone, nationalisée, se générerait-il. S'il n'en prend pas les moyens, le gouvernement les lui fournira en envoyant des CRS... L'opération militaire montée à la Thomson de Colombes est un signal d'alarme. En toute quiétude, avec forcément des garanties du côté de la police, le patronat

planifie ce genre de coup contre le personnel qui défend l'emploi.

Ce qui prend le dessus, chez les patrons, quand il n'y a plus rien que les licenciements comme perspective, c'est la violence de classe. Hypocrites, ils hurlent contre la CGT et en appellent au maintien de l'ordre. Mais eux organisent de véritables commandos, dont la violence calculée est pratiquée pour faire peur. La philosophie patronale en temps de crise est celle du coup de poing dans la gueule.

Il faut se défendre !

Aujourd'hui, qu'elle se déroule dans une boîte nationalisée, dans une petite entreprise, toute lutte pour l'emploi peut être la cible des violences patronales. Aujourd'hui, le patronat trépigne d'impatience de faire passer sa modération, avec l'appui d'un gouvernement à genoux devant ses intérêts.

Toute lutte doit se doter des moyens de défense contre ce genre d'agression. Plus de naïveté ou de candeur possible. Quand les intérêts de classe apparaissent à l'état pur, il n'y a plus de ronds-de-jambe ni de « négociations »...

Cela signifie, pour nous, pour nos intérêts, que l'action en défense de l'emploi doit être massive, rassembler les énergies du plus grand nombre. Cela signifie que l'action doit comprendre maintenant les moyens de sa défense, afin que le patronat sache que, s'il manigance quelques coups du genre Thomson Colombes, il se heurte à la résistance des travailleurs.

La loi des commandos patronaux, ou des CRS du gouvernement, c'est-à-dire la loi armée de l'ordre patronal, ne doit pas s'imposer sans une résistance ouvrière à la hauteur des enjeux.

Erreur de cible

Les marinières en lutte ont pris exclusivement pour cible la SNCF. Des cheminots en ont fait l'amère expérience. A Rouen, en particulier, insultes, jets de pierres sur les mécaniciens, blocage de la ligne Paris-Le Havre, tentative d'incendie des wagons, les actions des bateliers sont de plus en plus mal ressenties par le personnel des chemins de fer. Elles provoquent une hostilité bien compréhensible des employés de la SNCF.

Les marinières n'ont rien

à gagner en s'attaquant à une autre corporation prétendument concurrente. Au contraire, s'ils avaient bloqué dès le départ les silos à blé (approvisionnés par les routiers pendant que les trains sont bloqués) en posant le problème de la répartition planifiée des transports, du maintien de l'emploi et de la réduction du temps de travail pour tous les salariés et artisans concernés, ils se seraient fait des alliés pour un objectif commun.

E. L.

800 jeunes au camp international de l'été

Près de huit cents jeunes sont venus à Barbaste dans le Lot-et-Garonne, à la fin juillet, au camp international des organisations de jeunesse révolutionnaires solidaires de la IV^e Internationale en Europe.

Ils venaient de partout : de France (180), de Belgique (75), de Suisse (55), de Suède (15), de Hollande (40), de RFA (80), d'Italie (80), de l'Etat espagnol (80), d'Autriche (16), du Danemark (40), de Grande-Bretagne (40). Des délégations des USA, du Canada, du Japon, du Mexique, de Nouvelle-Zélande, d'Irlande s'étaient également déplacées. Il y avait des filles : 35 %, et des garçons (65 %). Certains étaient militants des organisations de jeunesse, et beaucoup ne l'étaient pas.

Les discussions en commissions ou lors de toutes les rencontres informelles entre les participants ont bien occupés la semaine : l'intervention des camarades du PRT mexicain dans les bidonvilles, l'expérience de la lutte antifasciste d'André Calvès, Jules Fourier, militants trotskystes, de Roger Fontaine, tous trois résistants dès les premières heures du nazisme ont passionné les participants. Les représentants du FLNKS, du FMLN du Salvador, du Sinn Fein d'Irlande ont été sans cesse harcelés de

questions. Il faut signaler le message de soutien envoyé par la Jeunesse sandiniste du Nicaragua.

Entre toutes ces discussions, chacun a su trouver le temps de participer aux différentes activités de loisirs : baignade, self-défense, tournoi de foot, photos, visite... des caves de la région, etc. Chacun a pu faire la fête puisque les soirées y étaient essentiellement consacrées : musique, spectacle, cabaret, disco... Malgré cela, malgré la fatigue accumulée au cours d'une telle semaine, jusqu'au dernier jour le fonctionnement du camp a été assuré par les participants : bouffe, sécurité, nettoyage, bar...

Ce camp, le deuxième du genre (le premier s'était tenu un an auparavant en RFA) a donc été un gros succès. Il a été un véritable lieu de confrontations, de rencontres des expériences des jeunes que les frontières, les campagnes chauvines et xénophobes veulent isoler. Il a permis de rassembler nos forces pour avancer vers notre objectif commun : en finir avec cette société de chômage, de racisme et de misère. Le camp a donné de l'enthousiasme, du dynamisme pour affronter les combats d'aujourd'hui. Il nous a donné une volonté féroce pour inventer notre avenir.



1. Forum sur la lutte antifasciste avec André Calvès et Jules Fourier
2. Le meeting final avec des représentants du FMLN, du FLNKS. Un jeune mineur britannique est venu lire le message adopté par les participants
3. Une vue... partielle du camp
4. On discute... on discute...
5. Entre les débats, la fête... on se détend
6. Faire manger huit cents personnes... un vrai casse-tête. Merci à ceux qui ont passé leurs journées derrière les fourneaux.

DEBATS PREPARATOIRES AU VII^e CONGRES DE LA LCR

TENDANCE BATTRE L'AUSTERITE ET LA DROITE

Dans le camp de l'espoir pour 86

Les thèses de la majorité du CC de la LCR affirment : « Après 1986, les travailleurs se trouveront confrontés à une offensive capitaliste redoublée quel que soit le gouvernement qui verra le jour après les élections. » Aucune phrase dans l'ensemble des thèses ne contredit cette indifférence au résultat des élections. Aucune phrase n'appelle à « battre la droite » en 1986, ni ne donne le moindre argument pour cela.

La majorité de la LCR est prête à mener une campagne commune avec Lutte ouvrière qui appelait à l'abstention aux dernières élections municipales et qui renvoie dos à dos droite et gauche.

Les choses sont donc claires. Pour la LCR peu importe le gouvernement après 1986, que ce soit Chirac-Le Pen ou Mitterrand-Fabius, le résultat est le même.

Nous le disons haut et clair : cette façon de se situer est une divergence profonde. Pour nous, comme pour la masse des travailleurs, une victoire de la droite créerait des conditions défavora-

bles pour les travailleurs. Chirac-Barre-Giscard-Le Pen-Gattaz se sentiront à l'heure de la revanche et en profiteront - surtout si leur victoire est nette et massive - pour porter des coups sévères à tous les acquis des travailleurs.

Une victoire renouvelée des travailleurs donnant au PS et au PC une majorité de sièges créerait un nouveau barrage contre les exigences du CNPF et de la droite. Et une telle victoire réitérée ne serait pas une simple « rebelote » : elle embarrasserait les dirigeants du PS et du PC qui partent perdants. Une deuxième victoire signifierait un renouvellement des exigences des travailleurs, une confirmation des rapports de forces, les cartes seraient redistribuées, la démoralisation et le désarroi tant cultivés par les médias feraient place à de nouvelles possibilités de gagner, de faire reculer les exigences patronales. Nul doute que cela prendrait ce sens en Europe et dans le monde.

Nous nous refusons à renvoyer dos à dos Chirac-Le Pen et Mitterrand-Fa-

bius. Il faut être aveugle pour affirmer que c'est bonnet blanc et blanc bonnet comme le font les thèses de la majorité du CC : il y a un enjeu de gouvernement en mars 1986.

Par contre, nous formulons des exigences à Mitterrand et à Fabius-Jospin : qu'ils gouvernent avec le PCF, qu'ils mettent un terme à toute cohabitation avec la droite, qu'ils rejettent la politique d'austérité imposée aux travailleurs. Ces exigences, nous les avons aussi à l'égard du PCF et de G. Marchais : qu'ils cessent, eux aussi, de renvoyer le PS et la droite dos à dos, qu'ils cessent de mentir effrontément en prétendant que « les travailleurs lutteront mieux face à la droite ». Et si Barre-Chirac-Giscard-Le Pen l'emportent avec 55 ou 60 % des voix, vous croyez que la situation sera propice pour se battre après une telle défaite ?

Ni cohabitation, ni division. Victoire contre la droite, pour un vrai changement ! Ni vingt-trois ans de droite, ni cinq ans de gauche qui fait le jeu de la droite !

Pour une gauche qui gagne et qui satisfasse les travailleurs !

Dès aujourd'hui, nous proposons que la LCR mène campagne contre la politique d'austérité et de division du PS et du PC, contre le retour de la droite.

Nous nous adressons aux électeurs socialistes, communistes, à ceux qui se sont abstenus, à l'ensemble des travailleurs :

- pour imposer l'unité d'action nécessaire à la satisfaction de nos revendications ;
- pour amplifier l'exigence d'une bataille résolue contre la droite et le CNPF, dans les luttes comme dans les élections ;
- pour construire la force nécessaire pour battre la droite et l'austérité.

Regroupons-nous, formons partout dans les entreprises...les quartiers, des comités porteurs de nos exigences. PS et PC, majoritaires à l'Assemblée, doivent faire la loi pour les travailleurs, sans conciliation avec la droite et le patronat.

G. M. (Lyon)

AFRIQUE DU SUD

Solidarité
urgence !

L'apartheid commence à ressembler à un bateau faisant eau de toute part, sans que l'on sache à quel moment il coulera.

Semaine après semaine, des rumeurs plus ou moins officielles venant de Pretoria annoncent des réformes. Il y a plusieurs mois, l'interdiction des mariages interraciaux était levée, mais l'impact que la décision pouvait avoir sur la communauté blanche n'a rien de comparable au sein de la population noire.

On parle à présent de supprimer les lois sur le « pass », document que tout Africain doit posséder sur lui en permanence. Chaque année, 200 000 personnes sont condamnées pour avoir enfreint ces lois.

Le gouvernement laisse entendre qu'il pourrait aller jusqu'à rendre leur nationalité sud-africaine aux millions de « ressortissants » des quatre bantoustans proclamés indépendants.

Certains vont même jusqu'à prédire la fin de l'apartheid. La préoccupation est avant tout de trouver une alternative au risque menaçant de conflagration généralisée. L'extrême droite hurle et menace devant la perspective de modifier l'ordre des choses. Cela inquiète le président sud-africain, P. W. Botha, mais n'empêche pas le plus puissant homme d'affaires du pays, Gavin Relly, directeur du groupe Anglo American Corporation, de conduire une délégation patronale à des discussions directes avec l'ANC (Congrès national africain), mouvement banni par Pretoria.

Pour ses secteurs patronaux, Botha ne va pas assez vite pour sauver le système capitaliste en Afrique du Sud. Négocier avec l'ANC qui s'est prononcé pour une économie mixte faisant place à l'initiative privée leur semble être la seule perspective réaliste.

Ils partagent en cela l'avis de secteurs de plus en plus nombreux de l'impérialisme. Si pour Reagan l'influence qu'exerce le PC sud-africain sur l'appareil de l'ANC est un obstacle à la négociation, de nombreux gouvernements, en particulier de la Communauté européenne, sont moins réticents.

Ils reprennent une exigence des masses noires : la libération de Nelson Mandela, doyen des prisonniers politiques du pays et figure la plus prestigieuse de l'ANC. Les uns après les autres, à l'exception de la Grande-Bretagne, les gouvernements européens prennent des mesures de sanction contre le régime de l'apartheid. Leur attitude manifeste leur réalisme et leur compréhension de la profondeur de la vague de luttes que connaît le pays depuis un an.

Pour autant, leurs mesures se tiennent dans les limites des pressions sans aller jusqu'à asphyxier Pretoria. Ces limites sont tracées par les intérêts impérialistes implantés en Afrique du Sud.

Les travailleurs n'ont pas les mêmes limites ! La crise que connaît l'Afrique du Sud est due avant tout à la remise en question par les masses noires des fondements mêmes de l'apartheid. C'est pourquoi tout doit être fait pour les aider, en apportant une solidarité sans faille aux organisations qu'elles se sont données. Le mouvement syndical en France a un rôle décisif à jouer en soutien au mouvement syndical indépendant non racial.

Dénoncer la collaboration, isoler l'apartheid comme le demande le Mouvement anti-apartheid et soutenir les organisations qui luttent pour l'abattre en Afrique du Sud sera notre meilleure contribution à la disparition de ce fléau.

Jean-Jacques Laredo

MAA, 46, rue de Vaugirard, 75 006 Paris. Tél : 770 29 09



A Tapouah, en Cisjordanie, des colons juifs s'installent sous la protection de l'armée

CISJORDANIE

Pères, signe
particulier: l'hypocrisie

Après l'opération Paix en Galilée de Begin-Sharon, les travaillistes prétendent réduire au silence les Palestiniens des territoires occupés en leur faisant subir l'une des plus sévères répressions de leur histoire.

□ De notre correspondant

La peine de mort requise contre un combattant palestinien à Gaza, dix-huit ordres d'expulsion, soixante dix-sept détentions administratives, la fermeture pour plusieurs jours de deux quotidiens et pour une durée indéterminée d'une agence de presse et d'un mensuel palestiniens, le couvre-feu décrété à Jenin, Hebron et Tulkarem. Le ministre de la Défense, Itzhak Rabin, avait promis la fermeté et la fin de ce qu'il a osé nommer le laxisme. Rien ne semble pouvoir l'empêcher de réaliser ses objectifs.

L'ancien gouvernement israélien avait compris que la question palestinienne se jouerait avant tout autour des bases de l'OLP, ce qui a donné lieu en fin de compte à la guerre du Liban, et à la tentative d'y détruire la réalité politico-militaire de l'OLP.

L'aventure n'a atteint que partiellement cet objectif et le prix payé par l'Etat sioniste a été plus fort que prévu. Les travaillistes en reviennent donc à la politique qu'ils ont pratiquée pendant plus de dix ans. Il ne s'agit plus de liquider « une fois pour toute » la question palestinienne mais de neutraliser pour l'avenir immédiat la population palestinienne directement sous contrôle israélien par une accentuation de la répression

et le démantèlement des structures de direction locales.

Les fusils derrière
des rameaux d'olivier

Mettant à profit l'affaiblissement réel du mouvement national palestinien suite à la guerre du Liban et à la nouvelle politique que tente la direction d'Arafat, l'équipe Pères-Rabin a commencé à appliquer une série de mesures répressives qui avaient été quasiment abolies sous le gouvernement Begin. Expulsions de dirigeants politiques, détention administrative de militants présumés qu'un tribunal même militaire ne pourrait inculper, démantèlement des syndicats, etc.

Cette politique de répression est caractéristique d'un gouvernement travailliste. Plus discrète qu'une invasion militaire, elle lui permet d'éviter des vagues de protestation comme celles qu'a soulevées la guerre du Liban et n'empêche pas la direction sioniste de faire comme si elle était prête à jouer le jeu des négociations que l'administration Reagan tente de mettre en place depuis plus d'un an. Contrairement à son prédécesseur, Shimon Pères n'a pas rejeté en bloc les offres de négociation du roi

Hussein, et il s'est même engagé à tout faire pour ne pas bloquer un éventuel processus de paix.

Pourtant quiconque connaît le gouvernement actuel sait pertinemment que Pères n'a aucune intention de négocier quoi que ce soit. Le réel objectif de la vague de répression est précisément de pousser la population palestinienne et sa direction à des actions militaires et des attentats contre des civils. Et ce, afin de pouvoir justifier aux yeux de l'opinion publique locale et internationale l'échec des négociations et le recours à une politique agressive contre les Palestiniens, voire plus tard, à une action armée de grande envergure.

C'est dans l'hypocrisie et le cynisme le plus total que se reconnaît la politique travailliste. Les harangues mystiques de Sharon avaient ceci de particulier qu'elles ne cachaient jamais leurs objectifs réels. Digne successeur de Ben Gurion et de Golda Meir, Pères a appris à cacher ses fusils et ses bombardiers derrière des discours modérés et des rameaux d'olivier. Mais sur le fond, aucune différence. Sharon a utilisé les milices phalangistes. Rabin utilise aujourd'hui les milices de colons juifs qui ont carte blanche pour organiser leurs razzias à travers les villes de territoires occupés.

L'absence du
Mouvement de la paix

Après quelques semaines de désarroi, le mouvement national palestinien dans les territoires occupés s'adapte à la nouvelle situation. Comme

prévu — et voulu — par le gouvernement israélien, une nouvelle vague d'attentats contre des postes militaires et des civils a été la première réponse. Ce qui caractérise ces actions, c'est qu'elles sont le produit d'initiatives locales souvent même de groupes non organisés dans les mouvements de résistance. A côté des actions armées, le mouvement de masse recommence à apparaître : petites manifestations, déclarations dans la presse, début de coordination locale.

Le grand absent dans la situation actuelle reste le Mouvement de la paix. Hormis quelques actions limitées, essentiellement organisées par le Mouvement des droits civiques d'une part et l'extrême gauche antisioniste de l'autre, la grande masse du mouvement ne s'est pas encore mobilisée. Tout se passe comme si se confirmait l'accusation qu'avaient lancée les partisans de Begin contre La Paix maintenant, lors des mobilisations de masse, au cours de la guerre du Liban, à savoir qu'il s'agissait plus d'un mouvement contre Begin et le Likoud que contre leur politique.

Depuis que les travaillistes sont au gouvernement, La Paix maintenant a pratiquement disparu de la scène politique et les rares actions dont ce mouvement a pris l'initiative ont en fait été dirigées contre les colons du Gush Emounim. La population palestinienne reste donc aujourd'hui pratiquement seule alors qu'elle est confrontée à la vague de répression la plus grave depuis les années soixante-dix.

Michel Warschawsky

GRANDE-BRETAGNE

Le ghetto de la révolte

Plus de soixante-dix personnes sous les verrous. Des bobbies qui continuent de ratisser le quartier. Les émeutes qui ont enflammé la semaine dernière le ghetto de Birmingham ont été matées. Et toute la classe politique, des conservateurs aux travaillistes en passant par les sociaux-démocrates, est d'accord pour décerner à la police le prix d'excellence du maintien de l'ordre.

□ De notre correspondant

« Monsieur Hattersley, condamnez-vous le racisme de la police ? » Une trentaine de jeunes Antillais interpellent le leader-adjoint du Parti travailliste, qui est aussi le député de Birmingham. Celui-ci refuse de répondre à la question. Il répète plusieurs fois : « Je condamne la violence d'où qu'elle vienne. » Il tombe d'accord, un peu plus tard, avec une commerçante blanche du quartier sur le fait que les forces de l'ordre ont trop tardé à intervenir contre les émeutiers. De son côté, Jeef Rooker, autre député travailliste de la ville, dont la circonscription contient le quartier d'Handsworth, affirme avec conviction aux journalistes : « Ceux qui brûlent les magasins et les voitures et s'attaquent aux forces de police sont des barbares et des criminels. Je ne pense pas que les gens aient besoin de se révolter de cette façon pour prouver qu'ils vivent dans des conditions atroces. »

Tout comme les sociaux-démocrates qui tenaient la semaine dernière leur congrès à Torquay, dans le Devon, les travaillistes ont tenu à réaf-

firmer qu'ils étaient de farouches partisans de la loi et de l'ordre. Et s'ils critiquent la politique économique et sociale du gouvernement Thatcher « responsable de la misère et du chômage », c'est pour mieux afficher ensuite leur respect pour la « tâche admirable » que remplit la police.

Neil Kinnock, le leader des travaillistes, et ses amis sont à la recherche de voix modérées en vue des prochaines élections. Il ne s'agit donc pas de refaire l'erreur de 1981 en laissant la presse et l'opinion assimiler le Labour Party à la révolte de la partie la plus opprimée de la population britannique.

Car Handsworth, c'est l'enfer. Le mot n'est pas trop fort. Des maisons lépreuses, des rues défoncées, 70 % des logements reconnus officiellement insalubres, de deux à trois cents jeunes qui, chaque nuit dorment à la dure sur les bancs ou à même les trottoirs. 60 % de la population de l'endroit est d'origine indienne, antillaise ou africaine. En janvier dernier, 36 % des habitants en âge de travailler étaient officiellement au chômage, pourcen-



Toutes les photos de cette page ont été prises lors de l'émeute de Brixton, un quartier sud de Londres, en avril 1981

tage qui montait à 55 % parmi les jeunes de dix-neuf à vingt-quatre ans. L'an dernier, sur 14 000 adolescents qui ont quitté l'école, moins de 15 % sont parvenus à trouver du travail, pourcentage qui tombe à 5 % chez les Noirs.

En 1981, une étude du département de l'environnement admettait qu'Handsworth était l'une des deux ou trois régions les plus défavorisées du Royaume-Uni. Et si, selon les chiffres de la Communauté économique européenne, le niveau de vie à Liverpool est comparable à celui de la Calabre et de la Sicile, Handsworth vient très probablement en dessous. Dès lors, rien d'étonnant si la délinquance prospère parmi les jeunes désœuvrés, désespérés, laissés pour compte, en butte à la violence et au racisme quotidien des forces de l'ordre.

Et les opérations coup de poing n'y ont jamais rien changé. A cet égard, il est intéressant de noter que, de 1976 à 1981, le commissariat local ait été dirigé par un certain David Webb. Celui-ci, convaincu que la clé du problème résidait dans le manque de confiance entre la police et les jeunes immigrés — un euphémisme ! —, obli-

gea ses hommes à toute une série d'opérations de relations publiques. Les agents devaient patrouiller les rues du quartier en nouant des relations amicales avec ses habitants. Ils devaient discuter sans animosité avec les squatters et collaborer avec les services sociaux en vue d'améliorer la réinsertion des délinquants mineurs.

Adeptes « d'une police moderne et libérale », ce même Webb organisa diverses réunions dans les écoles, impulsa des activités sportives pour les jeunes chômeurs et n'hésita pas à sanctionner ceux de ses hommes qui se rendaient coupables d'attitudes et de propos racistes. Les jeunes ne s'y laissèrent pas prendre, mais Webb devint l'idole des notables indiens et antillais.

Cependant Webb avait dû aller trop loin. Ses supérieurs le jugèrent trop laxiste. Ils le démissionnèrent, estimant que rien ne valait un bon quadrillage militaire pour amener les rastas à la raison.

L'ironie de l'histoire veut que l'année même de sa démission, le rapport d'enquête sur les émeutes de Brixton ait préconisé les mêmes méthodes « libérales » de maintien de l'ordre. Ce rapport, on s'en doute, a fini au panier.



Le racisme à l'embauche

« Maggie bon-cœur » est choquée, « les émeutiers sont des ingrats. » « Pensez-vous, dit-elle, le gouvernement a dépensé une vingtaine de millions de livres pour aider le quartier déshérité d'Handsworth. » Mieux, après les émeutes de 1981, les autorités avaient mis en place un plan spécial pour l'emploi des jeunes, une adaptation britannique des TUC français qui devait (miracle) fournir à terme un emploi permanent.

Ce que Thatcher ne dit pas, c'est que rien n'a jamais été prévu pour lutter contre la discrimination des Noirs à l'embauche. Un rapport tout à fait administratif commandé par le con-

seil général de Birmingham montre que sur les 1 500 jeunes recrutés par les entreprises locales, dans le cadre du plan, 5 % étaient immigrés. Même chiffre au niveau national. A Handsworth, seulement quatre jeunes immigrés ont profité de ces arrangements. Au premier rang des entreprises racistes se distinguent Jaguar, Talbot, Dunlop qui n'ont jamais pris aucun Noir.

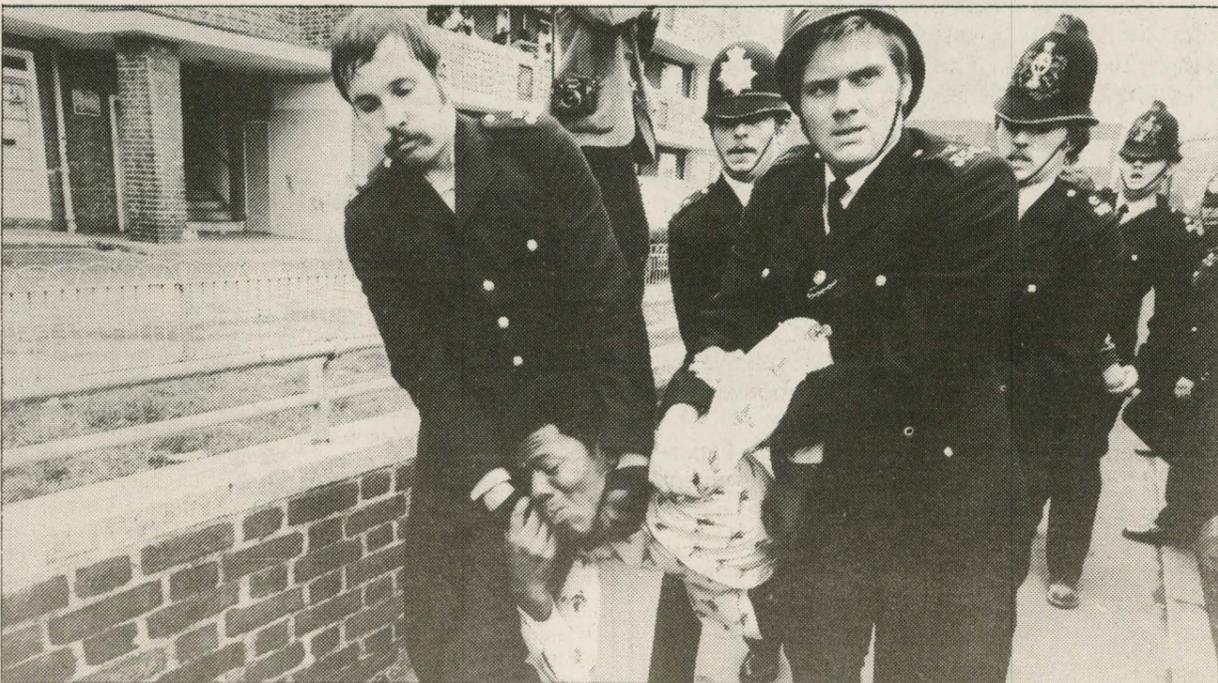
Résultat, les jeunes, pakistanais, indiens, antillais d'Handsworth, de Brixton ou d'ailleurs reçoivent 200 francs environ d'allocation chômage par semaine. C'est sûr, ça aide à vivre !

P. G.

Aujourd'hui, les politiciens de tout poil répètent à l'envie qu'incendier des voitures et casser des vitrines ne résoudra pas les problèmes économiques et sociaux des quartiers immigrés. C'est vrai, mais ces bons conseil-

leurs sont les mêmes qui, depuis trente ans, se succèdent au pouvoir en laissant crever dans les ghettos ceux de leurs concitoyens qui ont la peau un peu trop mate.

Percy Glasser



KANAKY

Nouvelle convention du FLNKS

A moins de deux semaines des élections en Nouvelle-Calédonie, le FLNKS vient de tenir une importante convention. De son côté, la droite locale fait défiler les ténors parisiens et ressort les vieilles ficelles.

Le Front de libération nationale kanake et socialiste tenait une convention les 14 et 15 septembre à Nessakao sur la commune de Houailou. Regroupant trois cents militants représentant les trente-deux comités de lutte, elle a permis de débattre largement essentiellement autour de la structuration du FLNKS au-delà des élections prochaines ainsi que de l'école populaire kanake (EPK).

Les derniers mois avaient vu apparaître un certain nombre de contradictions et de disfonctionnements entre le gouvernement provisoire, un bureau politique cartel d'organisations et les comités de lutte à la base. Le manque de communication entre direction et structures locales a pesé dans la dégradation du rapport de forces construit dans la foulée du 18 novembre 1984.

Les représentants des comités de lutte des îles Loyauté ont fait la proposition d'une restructuration complète avec désignation d'un bureau politique par les comités de lutte. Finalement la proposition retenue est celle de la mise en place de comités de coordination au niveau de chacune des ré-

gions définies par la loi Fabius.

S'appuyer sur les structures unitaires

Le congrès constitutif du FLNKS en septembre 1984 avait tracé la perspective d'assemblées régionales se réunissant dans le cadre d'une Assemblée nationale kanake. Depuis quatre régions ont été délimitées : Nord, Centre, Sud (Nouméa) et celle des îles Loyauté.

C'est pour en tenir compte que les comités de lutte de la région Centre ont proposé la mise en place de comités de coordination regroupant les militants présentés sur les listes du FLNKS, et en les élargissant à d'autres militants des comités de lutte.

Ces structures pourraient ainsi jouer un double rôle de contrôle des élus par les comités de lutte et de liaison entre les comités de lutte et le gouvernement provisoire. Dans le cadre de la période de transition, que le gouvernement français a fixé à vingt-sept mois d'ici le référendum sur l'autodétermination, ces comités de coordination seront amenés à participer à la gestion au niveau de l'ensemble du territoire.

Ces propositions de restructuration témoignent de la préoccupation largement répandue dans les comités de s'appuyer sur les structures unitaires de base, acquies de la lutte, dépassant les clivages entre les différents groupes de pression. Déjà, allant dans le même sens que la proposition retenue, les comités de lutte du Nord et des îles avaient avancé l'idée de commissions de contrôle.

Le prochain congrès du FLNKS, que la convention a fixé aux 16, 17 et 18 novembre 1985 poursuivra sans doute la réflexion sur les structures du Front en faisant le bilan d'un an d'activité et en débattant des nouvelles perspectives après les élections.

La participation au scrutin du 29 septembre a été confirmée. Même si tout le monde peut percevoir chez certains militants une réticence à participer aux institutions après le boycott historique du 18 novembre 1984, l'effort a été mis sur l'inscription de nombreux Kanaks sur les listes électorales où ils ne figuraient pas. Il est probable cependant qu'une certaine abstention est prévisible, signe de la désorientation des militants qui n'ont pas trouvé de réponse à leurs interrogations de la part de la direction du Front. Les jours prochains diront si les explications développées par le FLNKS au cours de sa campagne, dans sa profession de foi réussiront à l'emporter sur ces réticences.

Par ailleurs, la convention a reconnu que les écoles po-

pulaires kanakes, fortement représentées, constituaient à la fois un acquis des luttes et un outil pour l'indépendance kanake socialiste. L'assemblée générale a demandé au FLNKS et à toutes ses structures de donner aux EPK les moyens de poursuivre leurs activités.

Pour la droite, tous les moyens sont bons

De son côté, la droite locale et métropolitaine a mis le paquet pour leur campagne, en particulier dans la région Centre où l'issue est incertaine. Toubon est venu, après la tournée du trio infernal Léotard-Chinaud-Médecin, expliquer à un parterre de caldoches ravis la dialectique de la vaseline et du suppositoire. Une politique à hauteur d'âme. Chirac et Le Pen sont attendus dans les jours qui viennent et ce dernier pourrait bien se livrer à une provocation contre le peuple kanak, histoire de grappiller des suffrages sur la droite du RPCR.

Sans doute afin de se rassurer la droite n'utilise pas que les moyens des médias. Dans un certain nombre de communes où elle est dominante, un décompte fait apparaître un nombre d'inscrits supérieur au nombre des habitants... Enfin des mains indiscrettes auraient intercepté des chèques accompagnés d'un petit mot du RPR local, Jacques Lafleur, invitant des électeurs indécis à faire le bon choix. Les bonnes habitudes ne se perdent pas...

Jean-Jacques Laredo

Rassemblement indépendantiste, place centrale des Cocotiers, à Nouméa, en 1983



SUEDE

Olof Palme rempile

« Victoire du modèle suédois », tout le monde en France y est allé de son couplet après le succès des sociaux-démocrates aux législatives du week-end dernier. Olof Palme rempile donc pour la quatrième fois consécutive au gouvernement et ce même si avec 45 % de suffrages son parti perd 1 % par rapport aux élections de 1982.

Toujours à gauche on constate aussi le léger recul du parti communiste, le traditionnel allié des sociaux-démocrates.

Les plus gros bouleversements se sont opérés au sein du bloc bourgeois qui enregistre une nette progression grâce au mini raz-de-marée libéral. Le bloc bourgeois est en effet composé des centristes et des conservateurs qui perdent respectivement par rapport à 1982 5 % et 2,5 % des voix et du parti libéral qui gagne, lui, huit points. Ses idées-forces semblent avoir fait mouche : « Donner un profit social à une politique non socialiste », « réduire la fiscalité », bref ouvrir une brèche modérée au sein de l'Etat-providence. Autant de thèmes qui peuvent embarrasser les sociaux-démocrates à moins que ceux-ci ne décident de renverser leurs alliances et de s'allier à cette troisième force libérale qui semble avoir le vent en poupe.

ETATS-UNIS

La publicité des ultras

Les ultras du Pentagone viennent de donner un « bon » coup de publicité à la guerre des étoiles. Vendredi dernier, un ASAT (arme antisatellite) a été lancé par un F15 Eagle contre un vieux satellite — américain lui aussi — en orbite depuis sept ans. Entre le décollage de l'avion et le moment où le missile muni d'une tête chercheuse a percuté le satellite, quelques heures seulement se sont écoulées. Désormais les satellites soviétiques sont à portée des appareils de l'US Air Force.

En réussissant cette opération, les plus extrémistes des républicains espèrent bien couper la route aux militaires dits « pragmatiques ». Ces derniers seraient prêts à accepter un gel des recherches sur l'IDS en échange de concessions soviétiques sur le désarmement nucléaire. On aura une idée de l'issue de cette lutte de fractions en novembre prochain lors de la rencontre Gorbachev-Reagan.

ITALIE

Changement au PCI

Poursuivant une révision idéologique entamée après la mort d'Enrico Berlinguer, les cadres du Parti communiste italien ne semblent plus devoir s'arrêter. Et pour éviter une crise du type de celle du PCF, il faut selon eux profiter du congrès national du parti qui se tiendra en mars prochain pour tout remettre en question, la nature du parti, ses traditions, etc.

Le plus significatif est que cette interrogation tous azimuts, qui découle en partie de la défaite cuisante enregistrée par les communistes lors du

référendum sur l'échelle mobile des salaires est publique. Ainsi lors de la fête nationale de l'Unità a-t-on vu le leader local Lanfranco Turci affirmer : « Une fois acquis que la démocratie et le pluralisme sont des facteurs auxquels il n'est pas question de renoncer, une fois définitivement abandonnée l'idée d'abolir l'économie de marché nous devrions nous demander quelle est la définition politiquement praticable du socialisme. » Et les plus acharnés du réformisme de répondre en cœur : « la social-démocratie » et l'alliance avec les « producteurs ». D'ailleurs, histoire de ne plus du tout effrayer les patrons, il est même question de changer le nom du PCI. Certains proposent « Parti démocratique du travail » et pourquoi pas parti démocratique tout court...

COMORES

Répression contre le Front démocratique

Selon des informations officielles en provenance des Comores, le procès d'une centaine de militants du Front démocratique devait s'ouvrir le 19 septembre à Moroni, capitale de cet archipel situé au nord-ouest de Madagascar.

Le Front démocratique est une organisation politique qui lutte contre le régime arbitraire installé en 1977 — soit deux ans après l'indépendance de cette ancienne colonie française — par une équipe de mercenaires proche des barbouzes français et du régime sud-africain. En mars dernier, toute la direction du Front ainsi qu'un grand nombre de militants ont été jetés en prison sous le prétexte fallacieux d'une tentative de coup d'Etat et avec l'arbitraire caractéristique des militaires au pouvoir.

La date du procès est longtemps restée inconnue de même que les modalités et les motifs réels de l'inculpation. Pratique habituelle d'un régime qui bafoue les droits de la défense et plus généralement toutes les libertés démocratiques.

NICARAGUA

Incident à la frontière hondurienne

Une nouvelle attaque a montré le 13 septembre les dangers que court la révolution sandiniste. L'aviation hondurienne a effectué un bombardement sur le territoire nicaraguayen et les troupes renforcées par huit cents mercenaires des Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN), venus du Honduras, ont tenté une incursion. Le gouvernement de Tegucigalpa a ensuite mis l'armée en état d'alerte, et rapproché ses troupes de la frontière.

Cet incident revêt une particulière gravité en raison de la participation directe des militaires honduriens. Le département d'Etat, qui tente par ailleurs d'empêcher un accord de la Contadora, a aussitôt justifié ce raid tout en cherchant à nier sa responsabilité. Le président du Nicaragua, Daniel Ortega, a lancé dimanche un appel au dialogue à son homologue Suazo Cordoba afin d'éviter une guerre « qui enflammerait non seulement le Nicaragua mais toute l'Amérique centrale ».

La Kanaky en vitrine

□ *L'Irruption kanak*, de Marc Coulon, Editions sociales/Messidor, 70 francs.

□ *L'Utopie calédonienne*, de Jean-Marie Colombani, Editions Denoël, 88 francs.

□ *Nouvelle Calédonie, ils veulent rester français*, Editions Plon, 65 francs.

Cet été a vu la sortie de trois livres sur la Kanaky. Trois titres qui résument les trois thèses en présence sur le territoire.

Le premier, *L'Irruption kanak*, a été écrit par Marc Coulon, un militant du PCF, qui a longtemps travaillé en Nouvelle-Calédonie et y a côtoyé les militants indépendantistes. Mêlant chapitres analytiques et témoignages, c'est un livre clair. La description du milieu caldoche y est pertinente, les rappels sur le Pacifique sud très utiles, les statistiques sociales et économiques bien traitées. Avec *la Révolte kanak*, ce livre est le seul qui présente et explique la lutte du peuple kanak.

Cependant Marc Coulon a choisi de ne pas développer la partie sur la politique française depuis 1981. Pourtant bien placé pour savoir que la politique du PC au gouvernement n'a pas été des plus limpides, il souligne que ce parti a « toujours » soutenu la lutte du peuple kanak et pour les besoins de la démonstration signale sa participation aux manifestations du 13 mai en France. Cette faiblesse de l'analyse sur les responsabilités de la gauche française est regrettable dans la mesure où elle est essentielle à la compréhension des événements depuis novembre 1984.

Dans son essai, *L'Utopie calédonienne*, Jean-Marie Colombani, qui est journaliste au *Monde*, veut démontrer qu'il est « utopique » de vouloir établir une société multiraciale en Nouvelle-Calédonie. Et de mettre en avant tout le passif existant entre les deux communautés principales, la colonisation, le développement séparé, etc. Obéissant à un déroulement plus historique qu'analytique, ce livre fourmille de renseignements sur l'évolution des institutions (le père de l'auteur a été vingt ans haut fonctionnaire à Nouméa). En revanche, la présentation du mouvement kanak est très faible. C'est le seul reproche — de taille pourtant — que l'on peut adresser à ce livre.

Enfin pour Thierry Desjardins, ce reporter du *Figaro* qui, lors de son séjour en Nouvelle-Calédonie, a joué un rôle d'animation politique dans les milieux ultras, les Kanaks sont des « sauvages » et la culture mélanésienne une invention de soixante-huitards. Son livre, *Ils veulent rester français*, est un

ramassis de portraits caldoches qui se prétendent émouvants. Sa conclusion, un cri de victoire devant la « reculade » du gouvernement français. A ne pas acheter. A lire si vous désirez exercer votre haine. A piétiner surtout : ça porte bonheur.

F. C.

1. *La Révolte kanak*, de Claude Gabriel et Vincent Kermel, éd. La Brèche.



Un combat méconnu

□ *Histoire de l'antifascisme en Europe, 1923-1939*, de Jacques Droz, Editions La Découverte, 125 francs.

Ce n'est pas l'un des moindres mérites de l'ouvrage de Jacques Droz que de combler un vide. Car, si les régimes fascistes de l'Entre-deux-guerres ont fait l'objet de multiples études, il n'en va pas de même de la résistance à laquelle ils durent faire face. Le plus souvent méconnue, parfois falsifiée — comme dans le cas de l'Allemagne où les historiens de RFA et de RDA rivalisent d'effort pour faire oublier les responsabilités de la bourgeoisie allemande et des staliens — la connaissance de ce phénomène est pourtant indispensable à la compréhension des événements qui devaient conduire à la dernière conflagration mondiale.

L'Histoire de l'antifascisme en Europe n'affiche pas de prétentions théoriques. Elle souffre indéniablement du défaut propre à ce type d'étude. La description de la configuration politique des pays où le fascisme s'est durablement implanté et de ceux où

il a constitué une menace demeure relativement superficielle. Il n'en reste pas moins que ce livre apporte au lecteur une masse d'informations sur les formes revêtues par le combat antifasciste, ses difficultés et la politique criminelle des partis sociaux-démocrates et staliens, dont les trahisons et les sectarismes furent à l'origine d'une défaite aux conséquences dévastatrices.

C. P.

La géographie pour l'indépendance

□ *Hérodote*, avril-septembre 1985, numéro couplé 37 et 38. La Découverte, 95 francs.

Hérodote vient de publier un numéro spécial intitulé « Ces îles où l'on parle français ». Cette revue de géographie réalisée en collaboration avec Paris VIII s'interroge cette fois sur l'insularité comme phénomène de géopolitique. La question mérite d'être posée après la conférence des dernières colonies françaises qui a rassemblé en avril en Guadeloupe les mouvements indépendantistes de tous les DOM et TOM. Les articles analysent les rapports de forces politiques existant dans chaque archipel (Nouvelle-Calédonie, îles créoles, etc.). Ils décortiquent les différences de la colonisation. Enfin, se plaçant résolument dans la perspective de l'indépendance, *Hérodote* présente ce que sont devenues des îles décolonisées par la France voilà deux siècles comme Haïti ou vingt ans comme Madagascar. Le tout sans aucun esprit polémique. Un excellent ouvrage de références.

F. C.

Les barbouzes dans la lumière

□ *La Piscine, les services secrets français, 1944-1984*, de Roger Faligot et de Pascal Kropp, Ed. Seuil, 99 francs.

A l'heure où les barbouzes français grenouillent dangereusement dans les ports de la Nouvelle-Zélande, ce livre tombe à pic. L'histoire globale des services secrets français des maquis de la Seconde guerre mondiale à la DGSE de Mitterrand n'existait pas jusqu'alors. Avec ce livre, Pascal Kropp, journaliste à *l'Evénement du jeudi* et Roger Faligot, auteur de nombreux ouvrages retraçant la lutte des nationalistes irlandais, livrent au public quarante années de vie clandestine.

Bien sûr, en bonne place, la compétition des renseignements avec l'Est et avec la CIA ; mais

aussi, période moins reluisante, l'époque des guerres coloniales. Nous y apprenons ainsi comment des unités de choc du SDECE organisaient des contre-maquis en Indochine, comment ils ratissaient les villages des Aurès, comment ils torturaient les partisans algériens, etc. Un voile de lumière s'ouvre aussi sur les « affaires » de l'après-décolonisation : les projets d'assassinat de Ben Bella et de Nasser, Ben Barka, les nombreux coups de main et d'Etat tordus en Afrique noire... La monstruosité des actions des hommes des services secrets français quitte la réalité, donne l'allure d'une fiction, d'un roman d'aventures. Seule ombre au tableau de ce livre instructif : l'avalanche de noms, de la fonction, de la biographie de tous les agents rencontrés dans cette fresque freine la lecture, l'anecdote.

A. G.



Le Big Business au pouvoir

□ *La Démocratie contrariée, lobbies et jeux du pouvoir aux Etats-Unis*, de Georges-Albert Astre et de Pierre Lépinasse, Ed. La Découverte, 125 francs.

Comment fonctionne la « première démocratie du monde ? » « *Ingérences, interférences du big business se manifestent en tous domaines et à tous les niveaux* », répondent Georges-Albert Astre et Pierre Lépinasse. Pour conclure cela, ils ne se contentent pas d'un bref survol des sénacles de Washington. Les auteurs détaillent les lobbies, les groupes d'intérêt : Business Roundtable, Business Council, Council on foreign relations, la commission trilatérale, etc. Autant de coalitions qui sont les véritables centres du pouvoir aux Etats-Unis.

Voilà ce que disent, par exemple, les auteurs de Council on

foreign relations : son « pouvoir était sans rival. Il avait plus d'informations, de représentativité, de pouvoir de décision sur les problèmes de l'après-guerre que le Congrès, que n'importe quel bureau de l'exécutif. » La chambre du commerce peut aussi se muer en pédagogue : elle a édité, en 1981, 3 000 000 de livres, avec l'accord du gouvernement, pour les élèves des collèges. Bien sûr, ces ouvrages chantent les mérites

de la libre entreprise et condamnent le monopole... des syndicats.

Comment ne pas lire ce livre remarquable ? Chacun a, maintenant, à sa disposition un livre pour lui dégrasser les méninges après un discours d'un tenant du libéralisme qui évoquera « le monde libre » ou une démocratie américaine qui n'en a que le nom.

A. G.

Du Polar dans les kiosques

Très belle anthologie chez Minerve, réunie par Roland Lacourbe, *les Meilleures Histoires de chambre close* : c'est une gageure, mais il s'agit de vingt textes à la fois peu (ou pas) connus, et de très haute qualité.

Trois grands auteurs français modernes : Didier Daeninckx nous donne, avec *Métropole*, une histoire à la *Subway* qui se déroule dans les coulisses de notre métro, et fait allusion à des faits divers récents. Jean Amila, qui nous avait trop bien habitués, nous déçoit un peu avec *Au Balcon d'Hiroshima*, histoire un peu trop fabriquée selon les schémas qu'Amila utilise souvent : l'aventure individuelle de quelques malfrats dans une situation de grand événement historique. Les deux livres précédents sont à la Série noire. Et c'est au Fleuve noir qu'on trouve *N'oubliez pas l'artiste*, de Gérard Delteil, bon roman situé dans le Paris de la guerre d'Algérie, du FLN et de l'OAS, et qui donne un document intéressant sur le métier de dessinateur de trottoir.

Les autres livres français sont moins remarquables ; *Pruneaux d'agents*, d'Eric Kristy (Série noire) est en prise sur l'actualité, (manifs manipulées par flics provocateurs), *Suzanne et les ringards* (J. B. Pouy, Série noire) est l'histoire d'un meurtre dans le milieu rock, que l'un des rockers cherche à élucider ; à Engrenage, *les Chiens de l'aube*, de Frank Vialle, est en fait un « vrai roman » comme on dit, comme si les polars étaient des faux. Au Masque, *l'île aux muettes*, de Bachellet, meurtre dans une île bretonne ; le livre est meilleur que le précédent, mais c'est pas encore à se précipiter pour l'acheter.

Domaine étranger, je m'aperçois que je ne vous ai jamais parlé de *Place de Sienna côté ombre* (le Seuil), de Fruttero et Lucentini, peut-être plus fantastique que polar, mais

un régal de toute façon. Les auteurs ont une seconde spécialité : ils tiennent dans la *Stampa* une chronique sur l'actualité, très réac. Mais comme écrivains de polars ou de fantastique, ils sont extraordinaires.

De bonnes choses dans les traductions de l'américain ou de l'anglais : un recueil de nouvelles de William Irish, *le Diamant orphelin* (Série noire), à lire parce que c'est Irish et que c'est très bon ; un Pronzini pas mal, on a vu mieux, *le Mausolée de la vengeance* (Série noire). Un bon suspense, *Fugue pour un surdoué* (Série noire, Jeremiah Healy) avec une chute inattendue (ça fait bizarre, mais maintenant on signale ça, dans les polars...) Une aventure très drôle, auteur féminin, héroïne itou, dans Littérature policière, *le Porteur de loukoums* de Joan Fleming.

Et deux petits chefs-d'œuvre pour la bonne bouche : *le Noyé d'arena Blanca*, de Joseph Hansen (Policier, Rivages), aventures californiennes d'un « privé » homo dans les milieux intellos ou pseudo religieuses. Et *le Gros coup* (Lesley & Andress, Série noire) merveilleux livre pirandellien (signé d'une femme) : une romancière, pour retrouver l'inspiration, pour écrire des polars, décide de monter un coup « pour de vrai »... et ça tourne de façon vraiment inattendue !

A part ça, il y a toujours chez J'ai lu un tas de belles rééditions (Ross Mac Donald, E. S. Gardner, E. Queen, Michel Lebrun) et 10-18, en plus de la ressortie des polars suédois de Sjöwall et Wahlöo, nous donne maintenant des « Juge Ti » inédits. Et encore, chez Clancier, *Polar*, signé Pascal Mérieau : récit du film de Jacques Bral, ce qu'on appelle en français une novellisation. Bref, s'il pleut, vous n'avez aucune excuse en cas d'ennui.

P. L. Thirard



☆ **Samedi 23 h 05 (FR 3) A** l'occasion de la Nuit du cinéma : *Une partie de campagne*, un film de Jean Renoir que l'on dirait dédié à son père...

☆ **Dimanche 20 h 30 (TF 1) le Dernier Métro** de F. Truffaut avec C. Deneuve, G. Depardieu, H. Bennent. Je ne comprends pas l'engouement du public pour ce film très factice (voire falsificateur en ce qui concerne l'épisode de la gifle, édulcoration politique d'une réelle « affaire Cocteau » et qui mit

aux prises Jean Marais et le chroniqueur théâtral du très fasciste *Je suis partout*). Peut-être certains préféreront-ils toujours voir les années d'occupation traitées à la façon de Truffaut ? Il y a pourtant H. Bennent, un sacré bon comédien, mais que Truffaut a planqué dans un grenier durant les trois quarts du film !

22 h 30 (FR 3) *Pour une nuit d'amour*, d'ET.Greville avec Odette Joyeux, Roger Blin, J. Castelot. L'un des meilleurs films du plus mé-

connu des cinéastes français. A découvrir absolument pour en vingt ans. Il se suicida quelques mois plus tard, durant une détention « préventive »...

☆ **Lundi 20 h 35 (TF 1) Terre brûlée** de C. Wilde. Nullissime, malgré (ou à cause) d'évidentes bonnes intentions !

20 h 35 (FR 3) *les Grandes Gueules* de R. Enrico avec Bourvil, L. Ventura, J.C. Rolland, M. Dubois, M. Constantin. Adapté d'un très bon roman de José Giovanni (*le Haut Fer*), ce « western français » bourré d'action et remarquablement construit évoque (en supportant la comparaison) les films d'action d'un Raoul Walsh ! Réussite totale, comédiens parfaits, notamment Bourvil, étonnant dans un rôle inhabituel, et Jean-Claude Rolland, surprenant « Mick » et trop tôt disparu des écrans, vic-

time d'un système judiciaire qui n'a pas beaucoup évolué en vingt ans. Il se suicida quelques mois plus tard, durant une détention « préventive »...

☆ **Mardi 20 h 35 (A 2) le Père tranquille** de R. Clément avec Noël Noël. On pourrait dire de ce film la même chose que pour *le Dernier métro* : « flatte l'idée que certains souhaitaient se faire des années d'occupation vers le milieu des années cinquante ». Mais Noël Noël est bien plus drôle que Depardieu.

20 h 35 (FR 3) *Stonaway* de W. Seiter avec Shirley Temple, R. Young et A. Faye. Le petit monstre bouclé dans une comédie si rupeuse et dégoulinante de bons sentiments. Ah, si seulement W. C. Fields avait pu

remplacer Robert Young !

☆ **Mercredi 21 h 30 (TF 1) « Contre-enquête »**, un magazine d'Anne Hoang. La télé dans ce qu'elle a de plus percutant. Sans contester la meilleure émission de la première chaîne.

☆ **Jeu 20 h 35 (A 2) Celles qu'on n'a pas eues** de P. Thomas avec Galabru, Menez, Ceccaldi... ç'aurait presque pu être du Guity sans la complaisance égrillarde et une certaine forme de veulerie assez déplaisante.

20 h 40 (FR 3) *Tonnerres lointains*, de Satyajit Ray. Une œuvre très belle du plus grand cinéaste indien contemporain. Chronique d'un village bengali en 1943 au contact d'une histoire qui va bousculer les destinées collectives et individuelles de ses habitants.

☆ **Vendredi 23 h (A 2) la Règle du jeu** de J. Renoir, avec Dalio, Toutain, Renoir, Modot, Carette... Le chef-d'œuvre de Renoir et l'un des plus grands films de l'histoire du cinéma français. La société française en microcosme, avec en arrière plan, la lutte des classes et la décomposition sociale d'une bourgeoisie qui, comme chez Beaumarchais ou Musset, dont Renoir s'inspira, voit imparablement se craqueler son vernis... Sorti en juillet 1939 à Paris (et accueilli par des huées dans les salles des beaux quartiers), *la Règle du jeu* fut interdite en septembre par la censure militaire comme œuvre de « démoralisation » ! Le film resta interdit par l'occupant nazi pendant toute la durée de la guerre. Michel Laszlo



Boulevard Magenta à Paris mercredi dernier. Trois mille personnes ont répondu à l'appel du mouvement des femmes

Le viol, un crime contre les femmes

Trois viols collectifs et en public cet été, un procès de viol tous les deux jours à Paris, et on sait que toutes les femmes violées ne portent pas plainte : le risque est grand d'une banalisation des viols contre les femmes. Les associations féministes regroupées en collectif commencent à organiser la riposte.

15 mai 1985 : viol collectif dans un train de banlieue Juvisy-Gare d'Austerlitz, sous le nez des voyageurs dont aucun n'est intervenu.

13 août 1985 : viol collectif sur le quai de la station du RER Châtelet à Paris, sous le nez des voyageurs dont aucun n'est intervenu.

8 septembre 1985 : viol collectif sur le boulevard Magenta à Paris, sous le nez des voyageurs dont aucun n'est intervenu.

Dans le train, dans la gare du RER comme sur le boulevard, ces femmes, Fabienne, Isabelle, Marie-Claude, ont été frappées, violées, déchirées devant les voyageurs et les passants : ceux-ci ne les ont pas regardées se débattre, ils ne les ont pas entendues crier, ils n'ont rien vu, ils ont passé leur chemin. Aveugles, sourds et paralytiques, les voyageurs et les passants !

Que l'on ait peur face à une scène de viol comme face à beaucoup de scènes de violence, cela se comprend ; mais on peut toujours crier, amener d'autres gens pour intervenir à plusieurs, appeler les pompiers, alerter, siffler, en tout cas, on doit rester.

Des témoins complices

Après le premier viol de cette « série » sinistre, le collectif féministe sur le viol qui s'est alors constitué avait publié immédiatement un tract où il affirmait : « Si les sept voyageurs de ce wagon s'étaient interposés, ce viol n'aurait certainement pas eu lieu. Ne

soyons pas complices des agressions contre les femmes. »¹

Oui, passer son chemin, c'est être complice des violeurs ! C'est considérer le viol d'une femme comme quelque chose de banal, certes, « un peu sale » (réflexion à haute voix d'un passant du boulevard Magenta), mais si ordinaire, dans l'ordre des choses en fin de compte. Le viol serait un mal nécessaire, une simple bavure liée à la misère sexuelle ou à l'existence de quelques désaxés...

Dans le train, dans le RER, sur le boulevard, après avoir été violées, frappées, déchirées, ces femmes ont remis leurs vêtements, elles se sont levées, elles ont marché jusqu'à l'hôpital ou jusqu'au commissariat, seules. Personne n'est venu leur proposer de l'aide. Seules. On les regardait, de loin ; paralytiques, mais voyeurs aussi : ce n'est pas tous les jours qu'on voit du sang et du sperme sur la voie publique. Et cela fait les choux gras de la presse à scandale.

Les violeurs étaient partis, il n'y avait plus de danger d'agression. On les a quand même laissées, seules. Qu'est-ce que le viol avait fait d'elles ? Des intouchables, des possédées du diable, des filles de mauvaise vie ? Si elles ont été violées, ne serait-ce pas qu'elles l'avaient cherché, « des allumeuses »... Une femme de « bonnes manières » monte-t-elle à l'extrémité d'un train dans un wagon peu fréquenté ? Attend-elle le RER, ou bien sort-elle de son travail à 21 heures, à l'heure où le bon peuple mange sa soupe ? Restez à l'abri de vos persiennes, mesdames, cachez-vous, occupez-vous de vos moutards

blancs qui repeupleront la France. Si vous sortez, vous excitez les mâles, c'est vous qui cherchez le viol !

Oui, elle est encore solidement ancrée, l'idée selon laquelle la femme violée a provoqué le viol : c'est pourquoi on procède encore à des « enquêtes de moralité » dans l'instruction d'un procès de viol. Enquête à propos de la victime. Si la femme n'est pas de « bonne moralité », elle peut être violée à moindres frais pour le violeur. La victime de la même façon peut subir (mais cette fois elle a le droit de refuser) une expertise psychiatrique. Encore aujourd'hui, chaque fois qu'il y a un procès de viol, la victime est mise en position d'accusée.

Une volonté de négation

Ce que révèle ces viols est inquiétant : la lâcheté des témoins qui, refusant d'être témoins deviennent complices, l'absence de réactions marquantes, mises à part celles des associations féministes, tout tend à banaliser les agressions sexuelles contre les femmes. Le viol reste bien un moyen pour les hommes d'affirmer leur domination, de marquer leur pouvoir sur les femmes, leur volonté d'appropriation, de négation, d'écrasement de l'autre.

Le viol n'est pas le résultat direct de la misère sexuelle des hommes ni la conséquence d'une « pulsion biologique incompressible », mais l'aboutissement d'un schéma culturel dominant qui veut que la femme soit considérée et traitée comme simple objet de consommation sexuelle et en situation permanente de subordination.

La droite, traditionnelle et extrême, se saisit de ces événements pour nourrir sa campagne sur l'insécurité, associée à la présence de la population immigrée. Loin de remettre en cause les fondements du viol, la droite voit dans le renforcement de la police et l'expulsion des immigrés la bonne solution : comme s'il n'y avait pas de violeurs « Bleu-blanc-rouge »... Les statistiques prou-

vent le contraire. Par ailleurs, est-ce que les femmes seraient mieux traitées, mieux considérées, est-ce qu'elles vivraient mieux dans une société quadrillée par les forces de police ? Certainement pas, ne serait-ce que parce que l'idéologie généralement secrétée par la police n'a rien de féministe !

Quand le Parti communiste s'associe pour réclamer également davantage de forces de police, il se fourvoie. N'avait-on pas vu des flics violeurs à Saint-Denis ?

Rompre l'isolement

Contre les viols, c'est une autre lutte qu'il convient de développer : il faut dénoncer les viols comme des crimes et refuser systématiquement que les femmes soient considérées comme des coupables ; il faut susciter des réactions et une mobilisation de la part des associations et des syndicats, il faut organiser des débats. Enfin, les femmes doivent organiser la solidarité entre elles : « Quand une femme crie ne la laisse pas seule ! », par exemple en apprenant dans les maisons des femmes des techniques d'autodéfense, en ayant toujours sur soi un sifflet, en s'organisant. Et au moment d'un procès contre un violeur, il faut organiser un collectif de soutien, afin que la femme ne reste pas isolée dans ces démarches judiciaires pénibles.

En publiant ces tracts immédiatement après chacun des ces viols, en organisant une manifestation mardi soir à Paris, en mettant sur pied une permanence téléphonique afin de donner des renseignements aux femmes victimes d'un viol et de rompre leur isolement, les associations féministes, unies dans un même collectif, indiquent la voie à suivre, celle de la solidarité.

Natacha Brink

1. Collectif contre le viol. Contacts et renseignements : Maison des femmes, 8, cité Prost, 75 011 Paris. Tél : 348 24 91. ou Planning familial, 4, square Saint-Irénée, 75 011 Paris. Tél : 807 29 10.

Le prochain numéro des Cahiers du féminisme consacre son dossier central à la question des violences contre les femmes (parution début octobre).

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom _____
	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER	
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F	Prénom _____
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F		Adresse _____
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F	Formule choisie _____
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F	Règlement à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil Tél : 859 00 80
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter			

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Christian Lamotte

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)